LE BOLCHEVIK

Trimestriel
Novembre 2025

N° 241
1 €

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Et qui a remis en selle le PS ?

21 octobre – Encore une fois, le PS vient de sauver la macronie en refusant de voter la motion de censure visant le gouvernement Lecornu. Ils se sont vendus cette fois-ci même pas pour un plat de lentilles, puisque le « *décalage d'une échéance* » (*dixit* Macron) de la réforme des retraites fait partie d'un plan d'austérité sauvage visant surtout la Sécu y compris le niveau des retraites. Que le PS soit une bande de sociaux-traîtres, ce n'est pas nouveau, mais qui leur a permis de jouer à nouveau ce rôle ? C'est la France insoumise à travers le NFP, sans lequel il n'aurait pas eu un tel pouvoir de nuisance au parlement.

Et comme en 2024, c'est le RN qui ressort gagnant de ce vaudeville grotesque. D'ailleurs c'est son représentant Jean-Philippe Tanguy qui peut se permettre de traiter publiquement de « social-traître » le PS pendant que LFI continue désespérément de chercher le moyen de ressusciter l'« unité de la gauche ». Et c'est ainsi que LFI pave la voie du pouvoir à Le Pen. Cette trahison ne risque de prolonger Macron que le temps de voter ce budget et que la bourgeoisie prenne ses dernières garanties que le RN va bien faire l'affaire : de nouvelles élections seront alors à l'ordre du jour, peut-être dans les mois qui viennent.

Face au danger imminent de l'arrivée de l'extrême droite, l'extrême gauche est aujourd'hui placée devant des choix urgents et cruciaux. Elle doit se ressaisir et former immédiatement un pôle des révolutionnaires pour offrir une alternative aux travailleurs et aux opprimés en opposition au mélenchonisme.

Élections 2024 : NFP et LFI mettent Macron sous respirateur artificiel

Il faut d'abord faire un bref retour sur les élections de l'année dernière pour en tirer les leçons correctes. Il y a un

Suite page 6

Abaca Press / Alamy

Pour un bloc *ouvrier* anti-RN !

Palestine
Coulez le plan !

Nétanyahou et Trump font ami-ami à la Maison Blanche le 29 septembre. À droite, 10 octobre : Les Palestiniens retournent dans la ville de Gaza après le cessez-le-feu.

American Photo Archive / Alamy

Ali Jadallah / Anadolu

L'article ci-dessous a été publié originellement le 8 octobre comme supplément de Spartacist.

Le génocide à Gaza doit cesser. Mais seuls les imbéciles peuvent attendre de Trump et Nétanyahou qu'ils apportent la paix au Moyen-Orient. Le plan qu'ils ont dévoilé le 29 septembre exige la capitulation totale de la résistance palestinienne et n'offre qu'un asservissement colonial accru. Bien que tout observateur propalestinien puisse facilement voir à quel point ce plan est obscène et serait un désastre, il est beaucoup plus difficile de dire ce qu'il faut faire. La résistance palestinienne est acculée. La situation humanitaire à Gaza ne fait qu'empirer et il n'y a aucun moyen de vaincre Israël militairement. Et il y a un profond sentiment que ce conflit doit prendre fin. De plus, la pression

Suite page 8

Pas de nouveau Sabra et Chatila !

Roselyne Duverger

1951 - 2025

Nous avons le chagrin de faire part à nos lecteurs du décès de notre camarade Roselyne Duverger. Elle fut membre de notre organisation en France de 1976 à 1990. Après s'être retirée pour raisons de santé, elle était restée une sympathisante loyale, contribuant à la production de nos journaux jusqu'à la fin de sa vie. Roselyne a toujours vécu la politique comme une affaire personnelle, humaine. Plus que tout, elle était motivée par le combat contre l'oppression des femmes.

Roselyne était de la génération de Mai 68. Elle était alors au collège. Sa grande sœur militait dans le mouvement maoïste, prenant une part active à l'occupation de leur lycée. Roselyne fut entraînée dans le tourbillon. Dans les années qui suivirent, elle fut de toutes les expériences de la contre-culture des années 60.

C'est ainsi qu'elle rencontra un jeune Irakien dans la famille duquel ils décidèrent d'aller vivre. Elle avait grandi dans une famille assez conservatrice et catholique où elle avait été marquée par l'oppression des femmes, en commençant par celle de sa mère. En vivant pendant deux ans la vie quotidienne d'une femme au sein d'une famille en Irak, elle fit l'expérience intime de cette oppression dans un pays opprimé par l'impérialisme.

Son plus jeune frère et sa petite sœur racontent comment, après n'avoir pas eu de nouvelles pendant ces deux ans, ils la virent débarquer un beau jour à Paris. Elle commença alors à s'intéresser de plus près à la politique. Elle rencontra un jeune Chilien exilé après le coup d'État de Pinochet en 1973 et vécut avec lui en banlieue parisienne dans une commune de réfugiés chiliens, militants d'extrême gauche. Ces militants appartenaient à l'Organización Trotskista Revolucionaria (OTR), une organisation trotskyste composée principalement de militants syndicaux que nous avions rencontrés devant un meeting à La Mutualité à Paris et qui s'étaient battus au Chili contre la politique de collaboration de classe d'Allende. Cette politique de front populaire avait paralysé le mouvement ouvrier chilien et ouvert la route à une défaite ouvrière sanglante, lorsque l'armée chilienne prit le pouvoir en septembre 1973 avec le concours des impérialistes américains pour mettre fin aux grandes luttes du prolétariat de ce pays. Ces camarades, qui avaient eu la chance de pouvoir s'échapper du pays à temps, voulaient continuer la lutte en exil.

En 1977, la plupart des membres de l'OTR fusionnèrent avec la tendance spartaciste internationale (TSI – ancien nom de notre organisation, la LCI). Roselyne avait participé aux longues discussions qui menèrent à cette fusion.

Dans les années qui suivirent, elle eut une vie difficile, travaillant à la Poste, au guichet, et élevant seule ses trois enfants en bas âge. Son appartement dans le 13e arrondissement de Paris n'en était pas moins un lieu de réunions conviviales pour les camarades, souvent aux accents des chansons de Victor Jara. Elle hébergeait aussi avec plaisir nombre de camarades de l'internationale qui passaient par Paris.

Dans le parti, elle participait entre autres, à la production de notre journal, *Le Bolchévik*. Lorsque nous avons acquis, progrès suprême à l'époque, une machine à écrire qui permettait la justification des colonnes, elle s'en fit l'opératrice spécialisée. Cela nous aida à régulariser notre presse, produisant un mensuel paraissant dix fois par an.

En pleine guerre froide, en avril-mai 1985, elle se rendit pour la seconde fois au Nicaragua qui faisait face aux attaques constantes des États-Unis de Ronald Reagan. La guérilla sandiniste du FSLN (Front sandiniste de libération nationale) avait chassé la dictature de Somoza en 1979, ouvrant la voie à la possibilité d'une révolution sociale. Notre organisation appelait alors à « Défendre, compléter, étendre la révolution ! » Roselyne, qui avait toujours à cœur la révolution en Amérique latine, y avait fait un premier séjour après avoir argumenté à New York auprès du Secrétariat international pour des interventions plus fréquentes dans cette situation fluide. Elle racontait avec fierté comment Jim Robertson, le dirigeant central de l'organisation, lui avait apporté son soutien après l'avoir écoutée.

Le compte rendu de ce second voyage et de celui d'autres camarades américains fut publié dans *Workers Vanguard*, le journal de la Spartacist League/U.S. (partiellement traduit dans *Le Bolchévik* nº 56, juillet-août 1985). L'oppression des femmes et l'Église catholique étaient des thèmes que Roselyne abordait avec tout le monde. Une des camarades qui était avec elle se souvient d'une soirée passée chez une militante sandiniste dont Roselyne avait fait la connaissance. Malgré une immense pauvreté, causée par l'embargo américain, cette femme qui se levait à l'aube pour pouvoir nourrir ses six enfants prenait, après son travail, une part active aux meetings du FSLN et des comités de quartier. Cette ardente combattante pour la révolution et Roselyne avaient immédiatement sympathisé en se reconnaissant comme des camarades luttant pour les mêmes objectifs.

Fin mars 1986, elle participa à une délégation de la TSI en solidarité avec la Libye attaquée par les impérialistes américains. Quelques semaines plus tard, un bombardement qui visait à assassiner Mouammar Kadhafi fit plus d'une centaine de victimes, dont la fille de celui-ci, âgée de 15 mois. En plus de Roselyne, cette délégation était composée d'un camarade italien et d'un camarade américain, représentant des communistes des pays impérialistes oppresseurs historiques de la Libye.

Le reportage ramené par notre délégation note : « *La camarade de la délégation avait déjà fait partie d'une délégation de la TSI au Nicaragua en guerre. Elle a fait remarquer à quel point les deux pays apparaissaient différents : "Entre le Nicaragua et la Libye il y a vraiment d'énormes différences, deux pays sur deux voies complètement différentes. Quand j'étais au Nicaragua, un pays très pauvre, on avait sans cesse des contacts avec la population parce qu'il y a là-bas une situation révolutionnaire. Les gens étaient politiquement mobilisés à la fois contre l'impérialisme US et pour construire quelque chose. En Libye, alors qu'il y a le même esprit de lutte contre l'impérialisme US, ce n'est pas une situation révolutionnaire. J'ai été impressionnée par le niveau de développement du pays – beaucoup de complexes immobiliers ont été construits, beaucoup de quartiers pauvres sont en train d'être rasés. Mais on peut voir clairement qu'ici la religion et l'État vont ensemble, et on le sent particulièrement profondément autour de la question femmes…"* » (*Le Bolchévik* nº 63, mai 1986).

Après des années de lutte contre l'hépatite C, elle parvint à s'en débarrasser. Mais son état de santé ne lui permettait plus de militer au sein de l'organisation et elle se résigna à en devenir sympathisante. Quand sa santé le lui permettait, elle était un pilier de la production de nos journaux, *Le Bolchévik* et *Spartacist* (édition en français), y travaillant parfois jusque tard dans la nuit.

Elle fit un dernier voyage à New York en octobre 2019 pour assister au meeting en mémoire de Jim Robertson, le fondateur et dirigeant historique de notre tendance pour lequel elle avait une profonde amitié. Cela lui permit de revoir de nombreux vieux amis.

Dans les dernières années de sa vie, elle eut le bonheur de voir grandir ses petites-filles, auprès de ses fils avec qui elle continuait de débattre et de défendre ses idéaux. Roselyne a été inhumée au cimetière du Père Lachaise à Paris le 13 septembre 2025 en présence de sa famille et de ses camarades et amis.■

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Sacramento Talavera
Réalisation : V. Piett
Directeur de publication : Alexis Hen
Diffusion : K. Silver

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0925 P11506

Imprimerie : POP,
30 rue Raspail,
93120 La Courneuve

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Comment *NE PAS* combattre la réaction

Facebook

Manifestation de Stand Up to Racism à Glasgow, 21 juin. L'antiracisme libéral ne marche pas.

Nous reproduisons ci-après un article de nos camarades britanniques, publié dans Workers Hammer *n° 256, automne 2025.*

WORKERS HAMMER

C'est la fin de l'été en Grande-Bretagne, et on sait tous ce que ça veut dire. Du football à la télé, une nouvelle saison du jeu télévisé Taskmaster, et la gauche et la droite dans la rue s'égosillant au sujet de l'immigration. Les manifestations contre les migrants ont une fois de plus éclaté dans tout le pays. L'étincelle qui a mis le feu aux poudres cette fois-ci a été l'arrestation et l'inculpation d'un demandeur d'asile, Hadush Kebatu, pour agression sexuelle sur une adolescente. Kebatu est l'un des quelque 140 demandeurs d'asile actuellement hébergés dans l'une des 80 chambres de l'Hôtel Bell à Epping. La ville est depuis devenue à la fois l'épicentre et le symbole des manifestations et des contre-manifestations, qui se déroulent désormais devant des hôtels similaires à travers le pays.

Dans la rue, pour l'instant c'est l'impasse. Mais dans le pays le climat politique bascule de plus en plus vers la droite, comme le montre clairement le soutien croissant dont bénéficie le parti Reform UK, qui affirme qu'il va expulser 600 000 personnes. Le gouvernement travailliste à juste titre détesté, qui était déjà en train de se démener pour présenter à l'automne un budget qui tienne la route, s'acharne maintenant à faire aussi augmenter les chiffres des expulsions. Les mots d'ordre de la gauche (« ça suffit », « la ruine de la Grande-Bretagne », etc...) sont maintenant repris par des partis comme Reform, qui gagnent ainsi beaucoup plus de terrain. Ces politiciens colportent le populisme de droite tout en attisant les divisions raciales qui fracturent davantage encore une classe ouvrière déjà affaiblie. L'expression hideuse de ce phénomène est celle de nervis racistes qui partout dans le pays descendent dans la rue pour terroriser les minorités.

À la tête des contre-manifestations, on trouve aujourd'hui le groupe Stand Up to Racism (SUTR – Debout contre le racisme), avec derrière lui le Socialist Workers Party (SWP). S'il est juste de vouloir s'opposer à ces mobilisations d'extrême droite, la stratégie de SUTR est basée sur des conceptions politiques libérales et sur l'indignation morale, ce qui est au bout du compte contre-productif. Loin de combattre la droite, elle l'alimente.

Le système d'immigration *est* défaillant

Le problème principal est le refus de ces organisations de reconnaître qu'il y a bel et bien un problème avec le système de l'immigration. Par exemple, le SWP écrit qu'« *essayer d'arracher des gens à l'influence des fascistes ne veut pas dire accepter que leurs "inquiétudes" au sujet des migrants et des réfugiés seraient "légitimes". Ce sont des idées racistes. Nous pouvons discuter du logement, de la santé et des prestations sociales. Mais nous devons dire clairement que c'est aux patrons et aux propriétaires qu'il faut s'en prendre, pas aux migrants* » (« Stoppons net l'extrême droite », *Socialist Worker*, 27 août). Pour le SWP, quiconque exprime des « inquiétudes » au sujet de la politique de l'immigration du gouvernement est un raciste, et les socialistes doivent parler du logement, de la santé et des prestations sociales, mais ***pas*** de l'immigration. La majorité des gens verront ça comme une manière de défendre la politique de l'immigration du gouvernement. La vérité, c'est qu'il y a ***effectivement*** des inquiétudes légitimes au sujet du système de l'immigration du gouvernement. Le système du droit d'asile est dysfonctionnel, comme beaucoup d'autres dans ce pays. Il y a actuellement 80 000 demandes d'asile en attente d'examen. Des dizaines de milliers de personnes traversent la Manche chaque année, et des milliers d'entre elles arrivant sur le sol britannique sont parquées dans les quelque 200 hôtels convertis en centres d'hébergement provisoires pour demandeurs d'asile, principalement dans des petites villes délabrées à majorité blanche. Si le nombre de demandeurs d'asile est infime par rapport au nombre total d'immigrés qui arrivent chaque année dans le pays, ils sont pour la droite des boucs émissaires parfaits. Et pour ce qui est de l'immigration « légale », s'il faut bien sûr s'opposer aux appels de la droite à la réduire drastiquement, il n'y a rien de progressiste dans la politique de la classe dirigeante consistant à faire venir des gens en masse dans ce pays en déliquescence. Quiconque se prétend socialiste ne peut pas vouloir être associé avec la politique calamiteuse des gouvernements capitalistes, qui a conduit à ce désastre.

Pourtant, en enjoignant aux socialistes de rester silencieux sur cette question, le SWP ne peut que finir par se retrouver à défendre le statu quo. Et de fait, à l'occasion le SWP ***effectivement*** défend ouvertement le gouvernement. Après qu'un tribunal avait ordonné d'arrêter d'héberger des réfugiés dans l'Hôtel Bell, *Socialist Worker* publia un article intitulé : « Le transfert des réfugiés de l'hôtel d'Epping entraînera davantage de peurs et de violences » (20 août). Marginaliser les réfugiés dans ces hôtels aux frais du contribuable, en les coupant de toute interaction digne de ce nom avec les communautés au milieu desquelles ils sont jetés, a ***effectivement*** suscité « peurs et violences ». En envoyant les réfugiés dans ces hôtels, le gouvernement montre juste son mépris pour les réfugiés ***et*** pour les habitants de ces villes. En appelant implicitement à laisser ouvert l'Hôtel Bell, le SWP finit par se retrouver du côté du gouvernement !

Le statu quo en Grande-Bretagne, ça veut dire pas de boulot, un niveau de vie qui dégringole, et des gens qui se battent entre eux pour quelques miettes qui tombent de la table des patrons. C'est cela, et non pas les idées racistes dans la tête des gens, qui est la cause et la véritable force de la politique de diviser pour régner. Se rassembler dans de petites villes en scandant « les réfugiés sont les bienvenus ici » et traiter de raciste quiconque n'est pas d'accord avec cela, ce n'est pas combattre cette politique de division, c'est l'alimenter. Cela a pour seul résultat de convaincre les habitants de ces villes qu'on veut faire passer les besoins des immigrés avant les leurs, ce qui les pousse dans les bras de la droite. La question de la relance industrielle, de l'emploi, est centrale tant pour les besoins de la classe ouvrière que pour combattre la montée de la droite. Mais traiter de racistes tous ceux qui s'inquiètent, tout en apparaissant comme des défenseurs du gouvernement, c'est la garantie que toutes les belles paroles du SWP sur « le logement, la santé et les prestations sociales » tomberont dans l'oreille d'un sourd.

La base pour l'unité de la classe ouvrière, c'est l'internationalisme. Il ne s'agit pas d'une question morale. La situation que les gens fuient dans leur pays d'origine est le résultat des agissements des impérialistes, dans les rangs desquels on trouve en bonne place la classe dirigeante britannique. La ruine de la classe ouvrière en Grande-Bretagne même est provoquée par ces mêmes capitalistes. Les immigrés et les travailleurs ont un ennemi commun. La lutte pour la libération du Sud global et la lutte pour des conditions de vie décentes ici en Grande-Bretagne, sont des combats contre la même classe dirigeante. La classe ouvrière n'a pas besoin d'unité parce qu'elle veut être bonne et noble, elle en a besoin pour gagner ce combat. Pour convaincre la classe ouvrière de rejoindre ce combat, il est nécessaire, pour commencer, de la convaincre que nous sommes déterminés à y parvenir.

Subscribe!

Britain and Ireland £5

Rest of Europe 7 €

Mais tout lien avec le statu quo, avec le gouvernement détesté qui se plie aux volontés de la classe dirigeante, convaincra les travailleurs que nous ne sommes pas sérieux.

Esquiver les questions qui fâchent, ça n'aide *pas*

Nous devons aussi nous colleter avec le cri de ralliement des manifestations anti-migrants : la « protection des femmes et des jeunes filles ». N'oublions pas que ces manifestations ont commencé à la suite d'accusations d'agressions sexuelles. Qu'ont à dire le SUTR et le SWP à ce sujet ? La réponse courte, c'est : à peu près rien. Ils ont un article longuet sur l'utilisation historique de telles accusations pour attiser le racisme et diviser la classe ouvrière (« Comment la bourgeoisie a racialisé la violence sexuelle », *Socialist Worker*, 25 juillet). C'est tout à fait vrai, mais guère convaincant pour, disons, les habitants d'Epping, où une véritable accusation d'agression a été portée.

Dans la mesure où cette question est même mentionnée dans les articles sur les manifestations récentes, c'est simplement pour présenter les personnes qui la soulèvent comme des racistes impénitents et pour dire que ce sont les réactionnaires qui sont la vraie menace contre les femmes. À titre d'exemple, ils citent l'un des contre-manifestants qui « *a cité la statistique selon laquelle 41 % des personnes arrêtées lors des émeutes raciales de l'année dernière avaient été condamnées pour violence domestique. "Ils prétendent défendre les femmes et les enfants. Les soi-disant défenseurs des femmes sont des misogynes. Leurs héros sont Andrew Tate, Elon Musk et Donald Trump, les plus virulents ennemis des femmes sur cette planète"* » (« Les antiracistes de Cheshunt disent : "Nous ne laisserons pas les fascistes nous diviser" », *Socialist Worker*, 29 août).

Cela ne répond pas aux arguments de la droite selon lesquels les réfugiés seraient un danger pour les femmes, mais ne fait qu'esquiver la question, ce que beaucoup interprètent comme une façon de minimiser l'importance des violences contre les femmes. À son tour, la droite répond par sa propre diversion : « nous avons suffisamment d'agresseurs de femmes, nous n'avons pas besoin d'en importer d'autres ». Souligner que les personnes nées dans le pays maltraitent aussi les femmes ne permet pas de contrer cet argument. Mais cette question mérite une réponse. Pour ce faire, nous devons être clairs. Nous n'étions pas présents au moment du crime présumé de Kabuta. Mais aujourd'hui, il a été reconnu coupable. Les réfugiés viennent de milieux très divers : certains étaient des travailleurs, d'autres des voyous, certains étaient même les laquais locaux d'occupations britanniques ratées, comme en Afghanistan. De plus, les conditions très difficiles de leur voyage pour arriver ici et l'extrême isolement qu'ils subissent une fois arrivés, conditions que les groupes comme le SWP décrivent très bien, peuvent provoquer et provoquent de graves traumatismes psychologiques. Il est contre-productif de fermer les yeux sur cette réalité, et le fait de la reconnaître est le premier pas pour démonter les arguments de la droite. La pauvreté et l'isolement nourrissent les violences contre les femmes. C'est vrai pour la classe ouvrière britannique et les pauvres dont la misère ne cesse de s'approfondir et pour les migrants confinés dans des hôtels et privés du droit de travailler.

La seule chose qui puisse contrer cela, c'est l'intégration dans la vie productive du pays, autrement dit de vrais emplois décents, pour les travailleurs immigrés ***tout autant que*** pour les travailleurs « de souche ». Pour cela, il faut évidemment lutter contre la bourgeoisie. Et c'est pourquoi soutenir les expulsions, comme le font de nombreux travailleurs, est une erreur fatale. Cela divisera davantage la classe ouvrière, rendant ainsi cette lutte impossible. C'est l'argument à faire valoir en se basant non pas sur des exhortations moralistes et des platitudes libérales, comme le fait le SUTR, mais sur les principes de la lutte de classe.

Se tourner vers les travailleurs, *pas* vers les bureaucrates

Pour de nombreux travailleurs, le lien le plus immédiat avec le gouvernement et le statu quo ce sont leurs propres dirigeants syndicaux (s'ils en ont). Ces bureaucrates ont conduit la dernière vague de grèves à la défaite en refusant de faire tomber le gouvernement conservateur haï. Ils ont ensuite consacré toute leur énergie et tout leur argent à faire élire

Manif du 13 septembre à Londres :

Un désastre pour la gauche

Nous reproduisons ci-après un tract de nos camarades britanniques du 13 septembre.

Le premier devoir des révolutionnaires est de dire la vérité, quelque amère qu'elle soit. Et la vérité, c'est qu'à Londres, le 13 septembre, le camp de Tommy Robinson a remporté une victoire écrasante. Sa manifestation réactionnaire pour « Unir le royaume » a rassemblé des centaines de milliers de personnes (voire un million), tandis que la contre-manifestation organisée par Stand Up to Racism [Debout contre le racisme] a réuni moins de 10 000 personnes. La droite était confiante, sûre d'elle, prête à en découdre. La contre-manifestation était minuscule, fragile, mollassonne, et elle s'est retrouvée nassée. Inutile d'enjoliver les choses : ce fut une défaite cuisante pour notre camp, c'était effrayant pour tous les opprimés de ce pays et un sinistre avertissement sur ce qui nous attend.

Ceci doit être un ***signal d'alarme pour tous les militants de gauche !*** Quiconque essaie de cacher la vérité et de minimiser cette défaite est tout simplement en train de rendre un très mauvais service à la cause de l'antiracisme et du socialisme. Une chose doit être claire : tout ce que la gauche fait depuis des années ***ne marche tout simplement pas***.

Et ce qui ne marche pas, c'est la politique libérale de Stand Up to Racism, qui domine la lutte contre la droite, et dont la totale impuissance était patente aujourd'hui. Toute la manifestation était organisée sur la base de platitudes libérales telles que « les réfugiés sont les bienvenus ici », « pas de frontières », « l'amour, pas la haine », etc. Et, en conséquence, le tout s'est transformé en un pathétique à-plat-ventrisme pour la paix, digne des ONG, des féministes travaillistes et des pacifistes, ce qui fait passer la gauche pour une bande de hippies pas sérieux.

Il n'y avait pratiquement pas de service d'ordre dans la manifestation. Alors qu'elle s'approchait de Trafalgar Square et que les éléments d'extrême droite multipliaient les provocations, aucune force organisée n'était là pour protéger les manifestants. Cela s'explique par le fait que la manifestation était conçue comme un défilé de carnaval et non comme une force de combat. Et aussi parce que Stand Up to Racism compte entièrement sur la police pour protéger ses manifestations – une autre illusion libérale qui en réalité est un aveu de faillite. Pas étonnant que les travailleurs issus des minorités aient boudé la manifestation.

La manifestation ***n'était pas non plus*** organisée comme un pôle de lutte de la classe ouvrière. Certes, les banderoles de tous les syndicats du pays étaient là. Mais tous ceux qui étaient là ont vu que les banderoles étaient portées par des retraités et des militants de gauche. Il fallait être délibérément aveugle pour ignorer le fait que la plupart des travailleurs étaient du côté de Tommy Robinson. C'est là encore le résultat de la faillite complète de la politique libérale. Depuis des années, la stratégie de Stand Up to Racism consiste à insulter tout travailleur qui exprime son inquiétude au sujet de l'immigration et de la crise des réfugiés en le taxant de « raciste » et de « fasciste ». Ce genre de stratégie ne fait que pousser les travailleurs dans les bras de la droite.

Et la cerise sur le gâteau, c'était le défilé des orateurs : les députés travaillistes Diane Abbott et John McDonnell, les bureaucrates syndicaux du NEU, du PCS, de l'ASLEF et du TUC, ***qui tous soutiennent le gouvernement Starmer !*** Ces gens sont ***avec*** le gouvernement et ***font partie intégrante de l'establishment !*** Faut-il s'étonner alors que la plupart des travailleurs associent la gauche aux défenseurs du statu quo ?!

Platitudes libérales et moralisme, confiance dans la police et alliance ouverte avec ceux qui soutiennent le gouvernement. C'est tout cela qui pousse des millions de travailleurs dans les bras de Tommy Robinson et de Nigel Farage.

Il est aujourd'hui facile de jeter la pierre à Stand Up to Racism. Ce groupe et le SWP méritent certainement qu'on leur reproche sans ménagement d'avoir conduit la lutte contre la droite dans l'impasse de la politique libérale. Mais qu'ont fait les autres groupes de gauche ? Comment ont-ils essayé de combattre cette orientation ? Le RCP, SAlt, FRFI, le CPB, le CPGB, le SP, etc. C'est une défaite pour nous tous. Mais la vérité est que ces groupes refusent de s'opposer au libéralisme de la gauche, source du désastre actuel. Il faut ***que ça cesse***. Le pays a basculé à droite et toute la gauche refuse de l'admettre. Il est temps de ***se réveiller !*** D'avoir une bataille sur les causes de tout cela, et sur ce qu'il faut faire pour y remédier. Au minimum, tous les groupes de gauche doivent ***travailler ensemble*** pour organiser la prochaine contre-manifestation, avec comme objectif de former un bloc combatif et solide pour résister à la droite dans la meilleure tradition du front unique. Par-dessus tout, nous devons regagner la confiance de la classe ouvrière envers notre camp.

Le 13 septembre, la Spartacist League a constitué un pôle modeste mais réel de combativité dans la manifestation. Nous avons défilé derrière une banderole qui proclamait « Il faut écraser les nervis racistes, rejeter Farage, rompre avec Starmer », et une autre où l'on pouvait lire « Larguons les libéraux, gagnons les travailleurs ». Nous avons scandé « Les "peace and love" ne stopperont pas les fascistes, mobilisons les masses laborieuses », et d'autre slogans contre Starmer. (Sans surprise, certains manifestants d'extrême droite étaient désarmés par nos mots d'ordre contre Starmer. Il s'avère que quand on s'oppose frontalement au gouvernement, on peut réellement saper l'influence de Robinson.)

Car la vérité est que la plupart des gens qui étaient du côté de Robinson n'étaient pas des fascistes. On peut seulement imaginer ce qui se passera quand, dans quelques mois, de véritables nazis s'organiseront pour écraser notre camp. Nous ne devons pas attendre pour le découvrir. Le temps presse pour les socialistes. Soit nous changeons de cap, soit nous coulerons avec les libéraux. Le 13 septembre doit être un brutal signal d'alarme. ■

le nouveau gouvernement travailliste, aujourd'hui détesté. Les dirigeants syndicaux font eux-mêmes partie intégrante de l'establishment. À chaque étape, partout et toujours, ils ont montré qu'ils ne veulent ni ne peuvent s'opposer à la City de Londres. Ils sont haïs, à juste titre, par de nombreux travailleurs qui les considèrent comme des piliers du statu quo.

Pourtant, une partie essentielle de la stratégie du SUTR et du SWP consiste à courtiser ces bureaucrates syndicaux, ce qui explique également pourquoi dans les manifestations du SUTR il n'y a jamais de mots d'ordre contre le gouvernement, ou contre le sionisme, de peur d'indisposer ceux qui les soutiennent en haut lieu. Leur stratégie pour mobiliser la classe ouvrière ne consiste pas à en appeler directement aux travailleurs au nom de leurs propres intérêts, mais à solliciter le soutien des bureaucrates syndicaux. Cela signifie que leurs positions politiques doivent être acceptables pour ces mêmes bureaucrates. Cela peut leur valoir un peu de prestige, mais ça ne fait que les éloigner un peu plus de la masse de la classe ouvrière.

Le problème avec cette approche est apparu de manière éclatante avec la manifestation d'octobre 2024 contre Tommy Robinson. Selon les chiffres optimistes du SUTR, cette manifestation, qui était soutenue par presque tous les syndicats, et qui était au fond une manifestation progouvernementale, a rassemblé 20 000 personnes, contre 25 000 pour celle de Robinson. De plus, il y avait très probablement davantage de travailleurs du côté de Robinson. La prochaine manif prévue en septembre [voir encadré ci-contre], qui repose sur les mêmes bases politiques, avec le soutien des mêmes bureaucrates, n'a pratiquement aucune chance de ne pas échouer plus lamentablement encore. Malgré le sang et la sueur des militants du SWP, et même si nous défilerons à leurs côtés, c'est ce qui arrive quand on s'en remet au libéralisme et aux bureaucrates syndicaux.

Il n'y a pas de solution miracle à ce gâchis. Pour les militants qui veulent stopper la droite et qui sont prêts à se mettre en danger pour y parvenir, nous ne voulons pas que leurs efforts soient vains. Nous devons établir le lien entre le sort des immigrés et des réfugiés et celui de tous les laissés-pour-compte en Grande-Bretagne. Nous devons nous battre à l'intérieur du mouvement pour que notre mot d'ordre ne soit pas « les réfugiés sont les bienvenus ici », mais « des emplois pour tous, reconstruisons la Grande-Bretagne en ruines ». Et pour commencer, il faudrait appeler à créer des emplois en terminant et en prolongeant le chantier de la ligne de train à grande vitesse HS2, afin de remédier à l'isolement du Nord du pays et à un manque d'emplois décents. Si nous montrons à chaque étape comment cette lutte va à l'encontre des intérêts de la City de Londres et que nous sommes déterminés à nous battre, nous pourrons commencer à rallier les travailleurs à notre cause. Cette lutte doit être menée sur nos propres lieux de travail. Non pas sur une base moraliste, mais en opposition à nos dirigeants syndicaux et pour obtenir une nouvelle direction. C'est essentiel pour reconstruire la puissance des syndicats et convaincre les travailleurs que nous sommes sérieux dans notre volonté de rompre avec le statu quo. Pour un retour aux traditions de la classe ouvrière : ***Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*** À la gauche : ***Rompez avec le statu quo, luttez pour la classe ouvrière !*** ■

Expulser les vrais coupables !

PA Images / Alamy

APA-PictureDesk / Alamy

Cameron, Blair : Ils ont saigné la Grande-Bretagne, détruit l'Irak, l'Afghanistan et la Libye, ce qui a alimenté la crise des réfugiés.

Cantine, externalisation, sous-traitance, mutuelle ...

À la Poste comme ailleurs, les travailleurs sur la défensive

Les trois journées de grève du 10 et du 18 septembre puis du 2 octobre ont été très peu suivies à la Poste, comme dans de nombreux secteurs. Les travailleurs n'y voyaient que des journées de salaire inutilement perdues en plus, pendant que les directions syndicales ne font rien pour défendre sur le terrain les conditions de vie et de travail des collègues.

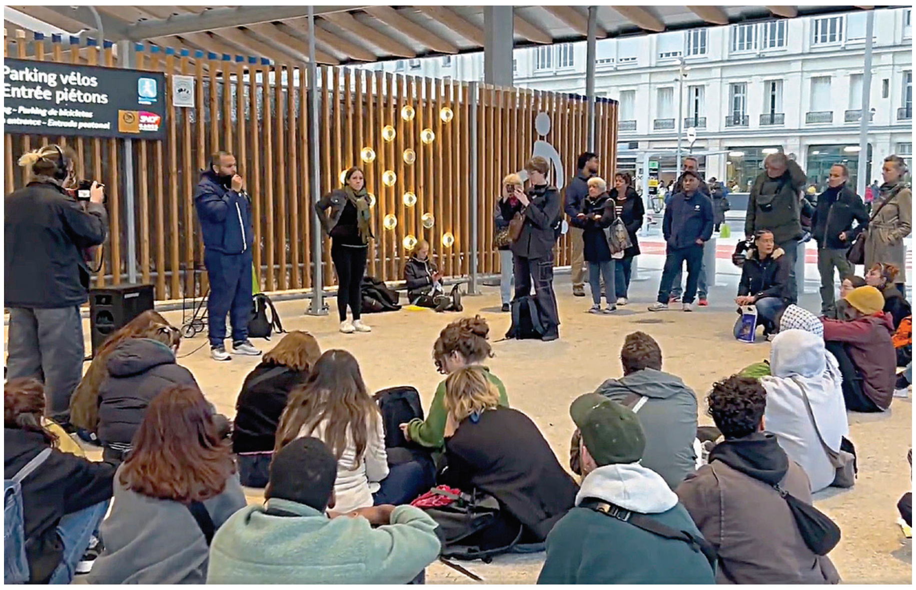
L'extrême gauche doit comprendre les ressorts de cette attitude pour regagner la confiance des travailleurs. Il faut cesser d'agrandir démesurément les journées d'action des bureaucrates en invoquant la perspective de grèves générales pour se consacrer aux actions défensives qu'il est possible de gagner maintenant, en montrant dans l'action qu'il faut une nouvelle direction dans les syndicats.

Sur la « plate-forme industrielle courrier » (PIC) de la Poste à Wissous derrière Orly, la direction vient ainsi de privatiser le restaurant interentreprises. La direction a d'abord supprimé il y a plus d'un an, sauf pour les fonctionnaires et contractuels, la ristourne rendant la restauration abordable aux intérimaires ; elle a ensuite justifié la privatisation par les déficits dus en partie à la baisse de fréquentation. La suppression de la ristourne aurait dû être combattue par les syndicats, c'était en fait une occasion de se battre pour les intérêts de ***tous*** les travailleurs en montrant concrètement notamment aux fonctionnaires et contractuels que c'est en se battant pour la ristourne pour les intérimaires et sous-traitants qu'ils pouvaient défendre leur propre cantine.

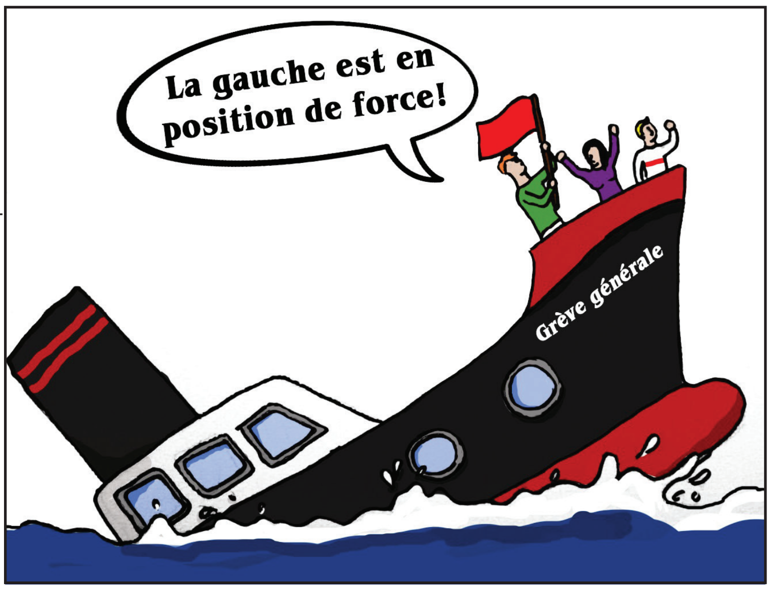
Les directions syndicales n'ont rien fait à l'époque et maintenant, quand la privatisation est mise en œuvre, elles déclarent qu'il est trop tard pour agir. Un de nos lecteurs, révolté par cette inaction, a cherché à contrecarrer ce défaitisme. À son initiative, une cinquantaine de travailleurs ont signé une pétition adressée à l'ensemble des directions syndicales leur demandant d'agir et signalant leur volonté de débrayer pour défendre leur cantine en la réintégrant à la Poste. Ils se sont heurtés à l'unanimité des directions syndicales.

Pas étonnant qu'ensuite les travailleurs ne suivent pas leurs appels aux journées d'action et considèrent que les syndicats ne servent à rien et ne les défendent pas. Il faut repartir sur de nouvelles bases pour reconstruire et unifier les syndicats, afin que les travailleurs y reconnaissent enfin à nouveau leur propre organe de lutte collective contre les patrons.

Face au sabotage des dirigeants syndicaux, notre lecteur a été obligé de reconnaître la défaite. Dans un message adressé aux signataires de la pétition pour faire le bilan de ce fiasco, il a notamment signalé : « *Vu que la réaction est aux portes du pouvoir, les attaques contre la classe ouvrière vont s'intensifier à la Poste comme partout. Nous ne manquerons pas d'occasions de nous battre pour nos intérêts.* » ■



15 octobre : À peine quelques dizaines d'étudiants à l'« assemblée générale bloquons tout » de RP gare du Nord.



Abel / Adapté de Workers Hammer

France...

Suite de la page 1

an et demi, dans la foulée de la victoire du RN aux Européennes, Macron avait dissous le parlement. Il espérait mettre le RN au gouvernement pour qu'il se mouille en faisant le sale boulot et pour qu'ensuite le centre libéral puisse renaître de ses cendres, comme le relate Wally Bordas dans son livre qui vient de sortir, *Palais Bourbier*. Mais le plan a échoué car le front populaire s'est recréé en quelques jours et Attal, principal lieutenant de Macron, s'est rebiffé en appelant au front républicain contre le RN. Macron était dans l'impossibilité de s'y opposer publiquement même s'il a fait tout son possible jusqu'au bout pour offrir la victoire au RN en insistant que le danger principal était un gouvernement mélenchoniste.

Comme le disait un député macroniste : « *La dissolution était un suicide raté. On s'est jetés du camion mais malheureusement, on n'est pas morts* ». Le principal coupable du prolongement de l'agonie macroniste c'est Mélenchon avec son NFP avec Hollande et Tondelier, et ses désistements républicains pour Borne et Darmanin. Alors que l'année dernière RP et les NPA se réjouissaient de la « défaite » du RN, nous mettions en garde que le résultat préparait encore plus sûrement une solide victoire du RN en démoralisant les travailleurs. Nous sommes maintenant face à cette échéance. Le sentiment va croissant dans toutes les couches de la population qu'il faut en finir une bonne fois pour toutes avec ce spectacle grotesque, y compris si c'est avec Le Pen.

Quel avait été le rôle de l'extrême gauche dans les élections de l'année dernière ? Trois groupes ont fait campagne au premier tour en déclarant leur indépendance face au front populaire : LO, RP et le NPA-R. Le NPA-R faisait remarquer à juste titre que 40 ans de front populaire avaient mené à 40 % pour l'extrême droite. Nous les avons donc appelés à former un bloc pour présenter dans tout le pays des candidats de l'un ou l'autre de ces groupes pour dire aux travailleurs qu'ils ne sont pas condamnés pour l'éternité au cycle infernal du front populaire et de la réaction.

Un tel bloc n'a pas vu le jour en grande partie du fait du sectarisme de LO, qui refusait de considérer la possibilité de faire autre chose qu'une candidature de témoignage pour dire aux travailleurs que la guerre approche et qu'il faudra bien un jour faire la révolution socialiste. C'était refuser d'offrir une perspective concrète et immédiate en opposition aux mélenchonistes, LO arguant qu'elle était trop petite pour être un facteur quelconque, et renonçant ainsi à proposer une ***direction révolutionnaire*** dans la lutte électorale.

La fin a été pitoyable. Entre les deux tours de l'élection, RP et NPA-R ont appelé à voter pour LFI voire d'autres partis du front populaire, et LO a dit à ses lecteurs qu'ils n'avaient pas à se sentir gênés s'ils voulaient voter pour le front populaire. En résultat on s'est retrouvé avec LFI, qui avait sorti des poubelles Hollande et compagnie, lesquels ont sauvé le budget 2025 (et peut-être même celui de 2026) de Macron, ce qui a ouvert encore plus grand le boulevard qui s'offre au RN aujourd'hui.

Conclusion : ces trois groupes n'ont cessé de dire que la gauche institutionnelle pave la voie à l'extrême droite, mais ils refusent de voir que leur incapacité à présenter une opposition ouvrière solide et cohérente à l'aile gauche de cette gauche institutionnelle, c'est-à-dire la France insoumise, a contribué à la démoralisation des travailleurs et à la montée du RN. Les tâches qui se posent aujourd'hui à l'extrême gauche en découlent. ***Pour un bloc ouvrier anti-RN opposé à LFI aux prochaines élections !***

Un programme pour le bloc ouvrier anti-RN

Dans tous les cas, les attaques contre les travailleurs vont encore s'intensifier. La tâche centrale pour les trotskystes est de mettre le mouvement ouvrier en ordre de bataille pour se défendre. Il faut reconstruire les syndicats et réunifier les travailleurs en se battant pour une nouvelle direction dans les luttes défensives partielles que mènent aujourd'hui les travailleurs. Voici quelques axes que nous proposons pour structurer le bloc ouvrier :

- ***Aucun soutien à LFI*** (ou au successeur du NFP s'il y en a un) ***!***
- ***À bas l'UE et l'OTAN !*** Stoppez les livraisons d'armes et de biens stratégiques à Israël, et à l'Ukraine aussi !
- ***Chassez les bureaucrates !*** Unification syndicale !
- ***Embauche au statut et à plein temps*** de tous les travailleurs précaires et sous-traitants, y compris les « auto-entrepreneurs » !
- Préparez d'ores et déjà des ***caisses de grève !*** Dans chaque grève pour repousser les attaques des patrons : rétablissons la tradition des ***piquets de grève non filtrants !***
- ***Défense des musulmans et des jeunes des quartiers !***
- ***Levée des poursuites contre tous les militants pro-Palestine et les militants kanak !***
- ***Indépendance pour Kanaky et toutes les colonies !***

Sans doute pour la grande majorité des militants ces mots d'ordre paraissent-ils évidents, et totalement opposés aux bureaucrates et aux mélenchonistes. Mais il va falloir une lutte avec les directions de LO, du NPA-R et de RP pour les mettre en avant ! Et même le premier mot d'ordre : l'année dernière, ni le « camp des travailleurs » de LO, ni le « pôle des révolutionnaires » du NPA-R, ni la « candidature indépendante » de RP n'ont survécu au premier tour et se sont tous accommodés d'un vote pour LFI. Le NPA-R vient d'annoncer dans son journal qu'il va se présenter aux élections municipales l'année prochaine, et il critique les mairies tenues par le PS et EELV, sans dire un seul mot contre LFI (*Révolutionnaires*, 2 octobre) !

Quant à l'UE, face au souverainisme de l'extrême droite, ces groupes sont incapables de présenter une opposition prolétarienne à ce cartel impérialiste et s'y adaptent au nom de l'« ouverture des frontières ». Exemple : le NPA-R avance de façon récurrente le mot d'ordre « Pour un monde sans frontières ni patrons » ; au mieux c'est un mot d'ordre pour le communisme intégral dans un avenir lointain qui ne s'adresse pas à la situation actuelle des travailleurs, au pire c'est une défense à peine voilée de l'espace Schengen.

Nos mots d'ordre ne sont peut-être pas les plus radicaux du monde, ni tous réalisables du jour au lendemain, mais ils ont pour but de donner un cadre politique large pour faire avancer la rupture avec les mélenchonistes et les bureaucraties syndicales en s'adressant aux besoins urgents des travailleurs, dans les situations concrètes auxquelles font face les ouvriers sur leur lieu de travail et dans leur quartier. En continuant à agiter pour la grève générale politique (contre Macron ou pour la Palestine), en continuant à défendre l'UE, en faisant (pour RP) de l'abolition du Sénat et de la figure présidentielle l'axe de la lutte, l'extrême gauche ne fait que s'isoler davantage du gros de la classe ouvrière. Il faut au contraire combler ce gouffre ! Camarades, descendez de votre nuage !

Dans la mesure où RP et le NPA-R ont des arguments contre les mélenchonistes, ils sont incapables de traiter avec la radicalité de leurs mots d'ordre. Que demande RP de plus ? Mélenchon dit littéralement qu'il faut tout bloquer, qu'il faut dégager Macron par une révolution citoyenne et qu'il faut lutter contre la terreur raciste des flics dans les quartiers. C'est ce genre de radicalité verbale qui donne son autorité à Mélenchon. Il faut s'y adresser si l'on veut détruire son influence parmi les secteurs avancés de la classe ouvrière, des opprimés et de la jeunesse.

Les appels de Mélenchon à tout bloquer s'accompagnent d'appels aux syndicats pour qu'ils prennent les choses en main, autrement dit « tout bloquer », dans la version mélenchoniste, c'est-à-dire celle qui compte dans le monde réel, cela veut dire que Binet et SUD organisent avec la CFDT une journée d'action réussie. Ce n'est pas du tout la

Contacte-nous !

@leBolchevik_LTF

ltfparis@hotmail.fr

Ligue trotskyste de France
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél. : 01 42 08 01 49

iclfi.org

même chose qu'une grève générale et c'est en réalité un obstacle sur la voie de victoires même partielles. Celle-ci implique de faire exploser le carcan des bureaucrates. RP critique Binet et compagnie mais au fond elle reste dans le cadre, défini par les bureaucrates, des journées d'action ponctuées d'hypothétiques grèves reconductibles dans des secteurs isolés, en espérant que par miracle et contrairement à 2023 cela se transformera en grève générale.

Révolution permanente ou révolution démocratique ?

RP a finalement capté que la grève générale n'était pas pour le 2 octobre (passé en faisant pschitt), mais elle continue d'insister sur la crise politique sans en voir l'origine ni la direction véritable. La crise politique en France reflète de façon particulièrement aiguë la crise terminale du libéralisme qu'on voit à l'échelle internationale. Sous le poids des trahisons de la gauche, du refus de l'extrême gauche de rompre avec le libéralisme, et des défaites successives du mouvement ouvrier, c'est l'extrême droite qui profite de l'effondrement du centre politique. RP est consciente qu'en cas de nouvelles élections c'est le RN qui va gagner. D'où son tour de passe-passe : y a qu'à en finir avec la Ve République par une grève générale qui abolira le Sénat, et tant qu'on y est la Présidence de la République aussi. Et le tour est joué, il suffisait d'y penser pour empêcher Le Pen de se faire élire. Camarades de RP, vous croyez que les ouvriers vont vous prendre au sérieux ?

La moitié de travailleurs encore intéressés aux élections veulent voter Marine. La réponse de RP d'abolir la Présidence dès à présent est une façon complètement lunaire d'éviter le problème au lieu de le confronter. Elle ne peut que renforcer le discrédit de l'extrême gauche parmi les travailleurs, qu'ils votent RN ou Mélenchon (ces derniers pensent qu'il faut justement d'abord l'élire pour pouvoir accéder à la révolution citoyenne). Il faut regagner au moins une partie de ces travailleurs, ainsi que ceux qui aujourd'hui sombrent dans l'apathie, à une perspective prolétarienne. Cela exige de confronter le fait que les libéraux de gauche et de droite ont donné depuis 40 ans une enveloppe antiraciste, féministe, laïque à leurs attaques contre les travailleurs, les minorités, les femmes et les musulmans.

Non seulement une grève générale pour dégager Macron n'est pas à l'ordre du jour, la question c'est de savoir si RP va être capable de s'opposer à Mélenchon au deuxième tour des prochaines élections. Or la « grève générale » de RP se donne pour but ni plus ni moins… de réaliser la révolution citoyenne et la VIe République de Mélenchon. En effet la révolution démocratique qu'appelle RP de ses vœux revient à la suppression du Sénat et de la Présidence de la République, en précisant que les élus seront payés « *comme des infirmières* » (édito de Paul Morao, 6 octobre).

Ce n'est pas une telle révolution démocratique qui va résoudre la crise du capitalisme français. Mélenchon veut faire croire que ça va faire l'affaire, mais comment des trotskystes peuvent-ils adhérer à ça ? Comment des gens qui se réclament du trotskysme peuvent-ils avoir oublié que depuis plus de 150 ans les marxistes insistent que la seule manière de résoudre la crise du capitalisme dans l'intérêt des travailleurs c'est la révolution ouvrière, la dictature du prolétariat, pas la démocratie citoyenne avec des députés payés 2 500 euros ? Même des réformes démocratiques substantielles, comme celles que revendiquent RP et LFI, on ne les obtiendra en France que comme une concession de la bourgeoisie pour ***empêcher*** une révolution prolétarienne. Toute l'expérience historique du mouvement ouvrier français rappelle cette leçon élémentaire du marxisme. Et c'est pourquoi même pour arracher une république démocratique le rôle des marxistes est d'expliquer qu'il faut lutter pour une confrontation avec la bourgeoisie qui pose la question du pouvoir ***ouvrier***.

Pour avancer vers la prise du pouvoir par le prolétariat, il faut d'abord faire avancer les luttes partielles pour les intérêts des travailleurs qui ont lieu aujourd'hui en montrant dans la pratique qu'il faut pour cela une direction révolutionnaire.

LO : Syndicalisme ou trotskysme ?

Évidemment LO se refuse à juste titre à clamer partout « grève générale », mais ses militants s'offusquent lorsque nous affirmons qu'elle n'a rien d'autre de concret à proposer que de discuter les idées communistes pour élargir le niveau de conscience des travailleurs en attendant la guerre et la révolution. Elle met en avant certaines luttes partielles qu'elle a menées contre des fermetures d'usine, notamment à PSA Aulnay en 2013 et à Michelin Cholet récemment.

Oui, les révolutionnaires doivent jouer un rôle dans les luttes syndicales pour faire avancer la conscience des travailleurs. C'est effectivement en ce moment dans le cadre de luttes défensives, comme le dit LO, que les comités de lutte auxquels elle fait appel peuvent faire partie d'un arsenal pour faire sauter l'étau des bureaucrates grâce à l'intervention de militants révolutionnaires. Mais les comités de lutte ne sont pas en soi la solution magique, il faut une perspective politique large visant à lutter contre les obstacles mélenchonistes dans le mouvement ouvrier, y compris au sein de l'extrême gauche.

Ses militants peuvent être de bons militants syndicaux, mais LO refuse de lutter pour une direction révolutionnaire ***maintenant***. Ainsi ces dernières semaines, là où LO était directement confrontée à l'aventurisme insensé de RP et du NPA-R sur la « grève générale », comme à la gare du Nord, elle s'est refusée à mener cette lutte politique. Elle a permis sans combat à RP de mener les jeunes et quelques cheminots derrière des banderoles et des mots d'ordre totalement irréalistes, sur la base d'un programme indistinguable du mélenchonisme, qui ne font qu'accroître le gouffre béant entre la masse des travailleurs et l'extrême gauche.

Camarades, ce n'est pas comme ça que nous allons réduire ce gouffre ni donc préparer les travailleurs à la guerre et à la révolution ! Commençons par un plan concret pour les prochaines élections en luttant pour des listes communes de l'extrême gauche dans le plus grand nombre possible de municipalités. Au lieu d'être de simples candidatures « de témoignage » elles peuvent servir d'embryon à un véritable pôle des révolutionnaires qui soit vu comme une alternative crédible à LFI. Ce serait un grand pas en avant pour préparer les luttes qui vont s'imposer aux travailleurs et aux opprimés dans la période qui vient. ■

lutte ouvrière

Les travailleurs qui veulent se mobiliser n'ont besoin de l'autorisation de personne. Pour empêcher toute récupération syndicale ou politicienne, il faut qu'ils s'organisent et dirigent eux-mêmes leur lutte, en créant leurs propres comités de lutte.

8 septembre

Après s'être précipitées à Matignon le 24 septembre, les confédérations syndicales ont dû reconnaître que Lecornu n'avait que des coups à proposer aux travailleurs. Elles appellent donc à une nouvelle mobilisation jeudi 2 octobre. C'est une occasion à saisir pour se faire entendre au moins autant que le patronat.

29 septembre

Bulletins d'entreprise de LO, septembre. LO peut toujours critiquer les bureaucrates, elle refuse le combat pour réorienter le mouvement (y compris contre les appels aventuristes de RP et des NPA à la grève générale). Ses appels à des « comités de lutte » n'ayant aucun contenu programmatique, ils ne pouvaient servir d'outils pour s'opposer à la bureaucratie, ce qui les vouait ainsi à l'échec.

Abonne-toi !

LE BOLCHEVIK

5 € pour 4 numéros plus *Spartacist* • Hors de France : 7 €

Nom ______________________

Adresse ______________________

CP ________ Ville ______________________

Email ______________________

Tél. ______________________

LB241

Chèques : Société d'édition 3L • LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Palestine...

Suite de la page 1

diplomatique est extrêmement intense, le monde entier se rangeant derrière Trump.

À première vue, il peut sembler que faire des concessions majeures, telles que libérer les otages, accepter un gouvernement technocratique et désarmer, mettra fin aux souffrances. Mais en réalité cela ne fera que laisser à Israël les mains libres pour exterminer les Palestiniens. Il suffit de regarder ce qui s'est passé en 1982, lorsque les combattants armés de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ont accepté de se retirer du Liban. Cela a ouvert la voie aux massacres de Sabra et Chatila, marginalisé l'OLP et préparé le terrain aux accords d'Oslo. Reculer face à la défaite et rester en vie pour reprendre le combat plus tard est une chose. Mais laisser la population de Gaza sans défense face à la tyrannie israélienne en est une autre. Nous devons dire d'une seule voix : ***Pas de capitulation !***

Mais la question demeure : comment arrêter le génocide ? Trump fanfaronne et menace comme toujours, promettant d'anéantir le Hamas s'il n'accepte pas le plan. Il ne fait aucun doute que la résistance à Gaza a subi des coups sévères mais, après deux ans, elle reste une épine dans le pied d'Israël. Si Israël pouvait vaincre le Hamas par des moyens militaires conventionnels, il l'aurait fait depuis longtemps. Les Palestiniens ont payé un tribut insupportable, mais Israël et même les États-Unis ne sortent pas indemnes de ces deux années de conflit. Si on fait pression au bon endroit, il est possible de forcer Israël et les États-Unis à mettre fin au génocide et à faire de réelles concessions.

La stratégie la plus susceptible de donner des résultats immédiats est également celle qui peut le mieux faire avancer l'objectif de la libération de la Palestine. Elle consiste à mobiliser les travailleurs du monde entier contre leurs dirigeants, qui aident directement le génocide ou s'en accommodent. L'idée est simple, mais cela ne s'est manifestement pas encore produit. Il faut comprendre pourquoi.

Au bout de deux ans, le mouvement ne peut pas simplement continuer sur la même voie en prétendant que cela fonctionne. Il faut regarder la réalité en face et en tirer de véritables leçons politiques. Deux illusions minent le mouvement depuis le début et entravent la perspective de soulèvements populaires plus profonds. La première, c'est que la communauté internationale des bandits et son système juridique truqué peuvent d'une manière ou d'une autre être poussés à intercéder pour la Palestine. La seconde, c'est qu'il y a à travers le monde une vague de soutien sans cesse croissante pour la Palestine qui arrêtera Israël. Au fond, ces deux illusions reposent sur la croyance erronée que des normes de moralité libérales suffiront à mettre fin au génocide.

La diplomatie ne mène nulle part

Partout dans le monde depuis des mois, les dirigeants politiques corsent le langage contre Israël. En septembre, une commission d'enquête des Nations unies a « découvert » qu'Israël avait commis des actes de génocide. Pendant ce temps, les pays occidentaux ont proclamé les uns après les autres qu'ils « reconnaissaient » un État palestinien. Quant aux pays arabes, après qu'Israël eut bombardé le Qatar, vassal des États-Unis, ils ont menacé du poing en déclarant « Ça suffit ». Quel glorieux élan de vertu !

Mais dans les heures qui ont suivi la conférence de presse de Trump-Nétanyahou, toutes ces postures diplomatiques et ces grands discours se sont révélés totalement cyniques et insignifiants. Les uns après les autres, les dirigeants du monde ont fait l'éloge de Donald Trump et ont appelé à la mise en œuvre de ses plans dégoûtants – lui et Tony Blair se proposaient pour devenir les seigneurs de Gaza. Le soutien était quasi unanime, du Secrétaire général de l'ONU António Guterres au Premier ministre « socialiste » espagnol Sánchez, en passant par l'émir du Qatar et le Parti communiste de Chine.

D'un seul coup, la position réelle de chacun sur la question palestinienne est apparue clairement. Le vacarme diplomatique des alliés et des marionnettes des États-Unis n'était manifestement qu'une grosse manœuvre pour isoler la résistance palestinienne au moment où cela comptait le plus. Quant aux dirigeants du Sud global, ils ont montré une fois de plus que, le moment venu, ils se contentent de regarder de loin pendant que les États-Unis et Israël commettent leurs crimes.

Pour quiconque connaît le conflit palestinien, rien de tout cela n'était surprenant. La vraie question était de déterminer comment le mouvement palestinien devait réagir à ce front diplomatique compact exigeant qu'il capitule. Devait-il jouer le jeu de la diplomatie ou dénoncer la traîtrise de la communauté internationale ?

Dans sa réponse à l'accord de Trump, le Mouvement de résistance islamique (Hamas) a choisi la première option, déclarant qu'il « *apprécie les efforts arabes, islamiques et internationaux, ainsi que ceux du président américain Donald Trump appelant à la fin de la guerre dans la bande de Gaza* ». Dans sa déclaration, il a accepté certains aspects du plan tout en restant silencieux sur d'autres. S'il reste à voir si l'ouverture apparente du Hamas à l'ultimatum de Trump conduira à de réelles concessions, sa réponse montre déjà une faille fatale dans son approche.

Le problème n'est pas en soi que le Hamas a accepté de négocier certains aspects de l'accord ou qu'il s'est livré à des flatteries diplomatiques creuses. Son langage conciliant est plutôt le symptôme d'un problème plus profond. En tentant d'isoler diplomatiquement Israël, le Hamas retient essentiellement ses coups contre d'autres régimes, en particulier ceux du monde arabe. C'est une constante pour lui. Depuis sa planification du 7 Octobre jusqu'à sa tactique actuelle, le Hamas cherche à extirper les régimes arabes de l'orbite d'Israël et à les rallier à sa cause par des manœuvres diplomatiques.

C'est la même stratégie qu'avait utilisée l'OLP sous Yasser Arafat. Elle n'est pas maline, mais désastreuse. Premièrement, parce qu'elle est vouée à l'échec. Si ces régimes penchent parfois vers la résistance, c'est uniquement parce qu'ils ressentent la haine de leur propre peuple qui leur brûle les pieds et qu'ils doivent contenir le sentiment propalestinien. Peu importe jusqu'où ils vont, au bout du compte leur pouvoir corrompu repose sur le soutien des États-Unis : ils ne franchiront les lignes rouges de leur maître que s'ils n'ont pas d'autre choix. Deuxièmement, cette stratégie sacrifie le principal atout du mouvement palestinien en Asie occidentale : la colère bouillonnante des masses face à la conciliation de leurs dirigeants avec le sionisme.

Le sentiment propalestinien est profondément ancré dans le monde arabe, depuis les jeunes Algériens qui demandent à être envoyés en Palestine pour combattre jusqu'au sentiment dans les forces armées pour déclarer la guerre à Israël. Il ne fait guère de doute qu'un appel de la résistance palestinienne aux peuples d'Égypte, de Jordanie et de Türkiye pour qu'ils brisent les chaînes des dictateurs pro-impérialistes qui les gouvernent et viennent en aide à Gaza provoquerait une énorme agitation politique. Cela pourrait modifier le rapport des forces dans la région. Trump et ses acolytes sont pleinement conscients de ce danger, ce qui explique en partie leur empressement à régler le conflit en faveur d'Israël le plus rapidement possible. Mais au lieu d'exploiter cette faiblesse ***en augmentant la pression*** sur ces régimes détestés, le Hamas les couvre d'éloges immérités et compte sur eux pour mener les négociations.

Si cela vaut de manière particulièrement frappante pour les régimes pro-américains du monde musulman, cela vaut également de manière plus générale pour le reste du Sud global et pour les pays occidentaux. Partout dans le monde, les masses laborieuses sont de plus en plus pressées comme des citrons par leurs dirigeants, ceux-là mêmes qui refusent d'agir pour mettre fin au génocide et qui concilient l'impérialisme américain. Ces gens-là ne se laisseront pas manipuler pour soutenir la Palestine. Ce n'est que par la force que les opprimés obtiendront des concessions substantielles. L'histoire de la lutte des classes est sans ambiguïté sur ce point : faire le gentil avec les oppresseurs ne mène jamais à rien.

Il faut rejeter les tactiques diplomatiques qui engourdissent les sens des masses en leur faisant croire à tort qu'on peut convaincre leurs dirigeants d'aider les Palestiniens. Cela ne signifie pas qu'il faille rejeter toute forme de diplomatie ou de compromis. Mais dans la mesure où on a recours à de telles tactiques, elles doivent viser à faire avancer les luttes des opprimés contre l'impérialisme et à élever leur conscience politique.

L'état réel du mouvement

Des protestations ont éclaté dans le monde entier après l'interception par Israël de la flottille Global Sumud. La plus importante d'entre elles s'est produite en Italie, où une grève générale a rassemblé des centaines de milliers de personnes dans les rues. Ces mobilisations réussies ont conduit de nombreux militants du mouvement de solidarité à proclamer avec enthousiasme que le vent tournait en faveur de la Palestine. En réalité, le mouvement se trouve dans une position beaucoup plus précaire qu'il n'y paraît à première vue.

Dans de nombreux pays occidentaux, les déclarations hypocrites contre Israël et la reconnaissance largement symbolique de l'État palestinien ont ouvert un espace politique pour un large soutien à la Palestine dans l'opinion publique. En Allemagne, il est soudainement devenu acceptable pour les sionistes du Parti de gauche de manifester en faveur de la Palestine, et même le chancelier belliciste Merz a déclaré qu'il mettrait fin aux livraisons d'armes à Israël. En Australie, le Premier ministre travailliste Albanese s'est brusquement souvenu de certaines de ses références propalestiniennes après avoir été pendant des années un fidèle larbin d'Israël. Dans ces deux pays, ce n'est pas un hasard si les plus grandes manifestations ont eu lieu près de deux ans après le 7 Octobre, juste au moment où il devient plus acceptable de manifester son soutien à la Palestine.

C'est bien sûr une bonne chose qu'un grand nombre de personnes manifestent pour la Palestine. Mais il est important de comprendre la nature de ces mobilisations. Dans l'ensemble, nous n'assistons pas à l'émergence d'une vague anti-impérialiste montante. Ce sont

Penney / AFPTV

Diwan de l'État du Qatar / Anadolu

À gauche : Nuage de fumée après les frappes israéliennes visant les négociateurs du Hamas à Doha au Qatar le 9 septembre. À droite : Funérailles des dirigeants du Hamas et d'un policier qatari tués dans les bombardements israéliens.

plutôt les fidèles déçus des anciens partis de centre-gauche qui sont poussés à agir en voyant s'effondrer le monde qu'ils connaissaient et aimaient sous les coups de boutoir de Donald Trump et d'une extrême droite montante. Cette dynamique poussera beaucoup de gens à tirer des leçons plus radicales mais ce processus ne sera pas immédiat. En attendant, le mouvement propalestinien en Occident reste dominé par des forces de gauche libérales qui se trouvent de plus en plus impuissantes et isolées de la classe ouvrière.

Même en Italie, où le mouvement a pris la forme de grèves politiques de masse, il serait erroné d'exagérer sa force et même son caractère prolétarien. Si nous saluons ces grèves, la vérité c'est que la classe ouvrière italienne est très divisée sur la question palestinienne. Beaucoup sont amers parce que les syndicats, qui n'ont rien fait pendant des décennies pour défendre les travailleurs italiens, se mettent soudain à faire du bruit pour la Palestine. Cela prépare le terrain à un retour de manivelle, non seulement en Italie mais dans tout l'Occident. De plus, malgré la puissance des récentes grèves, le gouvernement réactionnaire de Meloni reste en position de force, comme le montrent ses deux récentes victoires lors d'importantes élections régionales.

Que ce soit en Allemagne, en Australie, en Italie ou ailleurs dans le monde occidental, la gauche refuse largement de reconnaître que son isolement social va croissant. Elle ne peut donc même pas imaginer pourquoi elle n'a pas fait plus de progrès pour rallier la classe ouvrière à la cause palestinienne. La vérité, c'est que de nombreux travailleurs en ont assez d'entendre des militants d'extrême gauche moralisateurs faire de grands discours sur ce qui est moralement juste alors qu'ils voient leurs conditions de vie se détériorer de jour en jour. Pour que la gauche puisse exercer une réelle influence sur les masses ouvrières, elle doit abandonner les discours moralisateurs et la symbolique creuse et se battre pour faire progresser les intérêts matériels des opprimés.

C'est vrai de manière générale, mais cette question se pose de manière aiguë lorsqu'il s'agit de la question palestinienne. Il y a eu d'innombrables actes symboliques contre le génocide à Gaza, mais très peu ont causé des dommages matériels significatifs à l'effort de guerre sioniste. Les secteurs sociaux qui pourraient porter de tels coups, à commencer par la classe ouvrière industrielle, sont généralement considérés comme d'incurables arriérés. Cette attitude ne contribue naturellement pas à les rallier à la cause palestinienne.

Dans les quelques syndicats stratégiques encore influencés par des militants radicaux, comme ceux des ports de Gênes en Italie et du Pirée en Grèce, des actions symboliques occasionnelles suffisent à envoyer au septième ciel la plupart des militants d'extrême gauche. Le fait est cependant que même les syndicats les plus à gauche et les plus militants n'ont pas organisé de lutte visant à mettre un terme définitif à la complicité de leur gouvernement dans le génocide. Ce n'est pas dû à une défaillance morale ou à un manque de courage individuel de la part des militants syndicaux, mais à des conceptions politiques erronées.

Pour construire un mouvement palestinien qui ait un poids social décisif et puisse forcer les gouvernements à cesser leur soutien à Israël, il faut trouver un moyen de convaincre la majorité de la classe ouvrière de se battre pour cette cause. Cela peut se faire, non pas sur la base d'une morale humaine abstraite mais parce qu'il existe un lien indestructible entre l'exploitation de la classe ouvrière dans son propre pays et les crimes de l'impérialisme international. Pour améliorer leurs conditions de vie, les travailleurs doivent affronter leur propre gouvernement, celui même qui tolère le génocide ou y participe. Ce sont également les mêmes dirigeants syndicaux qui trahissent les travailleurs dans leur propre pays et qui ne sont capables que d'actions symboliques pour la Palestine. Le fait est que, pour être victorieuse, la lutte de la classe ouvrière dans son propre pays doit mettre la question palestinienne au premier plan, tout comme la lutte pour la Palestine doit être liée aux luttes des travailleurs sur le terrain national.

Les révolutionnaires propalestiniens doivent tempérer l'enthousiasme illusoire et frénétique de nombreux militants du mouvement, regarder la situation avec lucidité et lutter sans relâche pour combler le fossé entre la gauche et la classe ouvrière. Chaque appel à l'action de la classe ouvrière pour la Palestine doit être relié à des revendications concrètes pour l'amélioration des conditions de travail. Les dirigeants syndicaux qui refusent de le faire doivent être dénoncés sans ménagement. Mobiliser la classe ouvrière n'est pas la voie la plus facile, cela demande un travail patient et systématique. Mais c'est la seule qui puisse avoir un impact décisif sur l'issue de la lutte.

La voie à suivre

Si nous voulons rendre caduc le plan Trump-Nétanyahou et imposer un cessez-le-feu favorable à la Palestine, nous devons nous laisser guider par les dures réalités. Nos principes stratégiques doivent être déterminés par ce qui fera ***véritablement avancer la lutte des Palestiniens***, et non par un moralisme satisfait ou par ce qui fait bonne impression sur les réseaux sociaux.

Il faut être clair. La diplomatie des grandes puissances ne marche pas pour les Palestiniens ; elle n'a jamais marché et ne marchera jamais. Les mouvements de solidarité libéraux ont échoué également. Nous devons exercer une force réelle si nous voulons changer la dynamique actuelle. Cette force existe parmi les masses laborieuses du monde arabe et partout ailleurs. Mais elle doit être libérée de ses chaînes. Pour que cela ait une chance de se produire, il faut laisser de côté les instruments impuissants du libéralisme et prendre les principes et les méthodes de la lutte des classes. Eux seuls peuvent apporter la libération de la Palestine. ■

Chine...

Suite de la page 16

côté, les staliniens chinois ont déclaré avoir vaincu le « séparatisme ». Les camps d'internement, qu'ils faisaient passer pour des centres de « rééducation » et de « formation », ont été fermés. Le calme semble être revenu au Xinjiang et le gouvernement encourage même les touristes à visiter la province. La Chine des ouvriers et des paysans née de la Révolution de 1949 est saine et sauve, déclare le PCC, et la voie est libre pour réaliser la « prospérité commune ».

Ce « rêve chinois » est une illusion totale. Les mesures prises par le régime au Xinjiang, qui constituent une extension des mesures prises antérieurement au Tibet, s'inscrivent dans le cadre d'un programme global de ***sinisation forcée***. C'est un danger mortel non seulement pour les minorités en Chine, mais aussi pour la République populaire de Chine (RPC) elle-même. Des camps d'internement jusqu'aux écoles, où l'enseignement des langues minoritaires est en train d'être supprimé, les dirigeants du PCC ont créé une poudrière en attisant le ressentiment et la haine parmi des peuples qui n'accepteront jamais leur oppression. C'est un cadeau précieux pour les impérialistes, qui utilisent la cause de la libération des Ouïgours et des Tibétains pour affaiblir et vaincre la RPC.

La gauche marxiste s'est rangée de part et d'autre de la ligne tracée par le PCC. Le Socialist Workers Party britannique (SWP), le Comité pour une Internationale ouvrière (CIO) et l'Alternative socialiste internationale (ASI) ont condamné la répression au Xinjiang mais ils considèrent que la solution c'est la « démocratie » contre-révolutionnaire. D'autres, comme le Workers World Party et le Party for Socialism and Liberation aux États-Unis, et l'association des « Amis de la Chine socialiste » basée en Grande-Bretagne, félicitent les staliniens de Beijing pour avoir vaincu la menace « terroriste ». Aucun des deux camps ne propose de solution pour défendre les travailleurs, les paysans et les minorités nationales de Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution.

Le PCC prétend que sa campagne chauvine est nécessaire à la stabilité interne et à l'unité nationale face aux menaces impérialistes. L'effet est exactement inverse. En érigeant un mur d'hostilité entre les travailleurs et paysans han et ceux issus des minorités, le PCC divise ceux-là mêmes qu'il faut unir dans la lutte contre l'impérialisme et la contre-révolution. La tâche des communistes est de forger l'unité anti-impérialiste entre les travailleurs han et les minorités nationales de Chine pour qu'ils joignent leurs causes dans une lutte pour chasser les parasites du PCC et prendre le pouvoir en leur propre nom.

L'objet de cet article est de commencer à développer un programme permettant d'atteindre ce but, notamment en lançant un appel en faveur d'un Xinjiang socialiste indépendant. Ce faisant, nous n'innovons pas. En fait, nous revenons à la voie tracée par l'Internationale communiste à l'époque de Lénine, qui incluait le PCC des débuts, voie qui fut poursuivie par la IVe Internationale de

Léon Trotsky. Pour les marxistes c'est de là qu'il faut partir.

De l'internationalisme de Lénine au chauvinisme de Staline

Même les historiens les plus anticommunistes admettent que la défense par les bolchéviks de l'autodétermination dans la « prison des peuples » tsariste a été essentielle au succès de la révolution d'Octobre en 1917. Mais peu d'entre eux reconnaissent que cette lutte trouve son prolongement dans la Constitution qui a créé l'URSS. Rédigée en 1923 et adoptée en janvier 1924, elle gravait dans le marbre le droit à l'autodétermination des républiques qui la composaient et elle brandissait ce droit dans la lutte pour la révolution mondiale. La Constitution déclarait :

> « le droit de sortir librement de l'Union est assuré à chaque république ; que l'accès dans l'Union est ouvert à toutes les républiques soviétiques déjà existantes, de même qu'à celles qui pourraient naître dans l'avenir ; que le nouvel État fédératif sera le digne couronnement des bases, posées dès octobre 1917, de la coexistence pacifique et de la collaboration fraternelle des peuples ; qu'il servira de rempart sûr contre le capitalisme mondial et marquera un nouveau pas décisif vers l'union des travailleurs de tous les pays en une République socialiste soviétique mondiale. »

Fin 1922, Lénine avait mené une lutte acharnée contre les mauvais traitements que Staline et ses acolytes dans la direction du parti avaient infligés aux bolchéviks géorgiens. Cette lutte avait incité Lénine à insister pour que le droit à la séparation fût garanti en URSS. En même temps, la nouvelle Constitution imposait un haut degré de centralisation, notamment pour répondre aux besoins de l'économie soviétique. Elle comportait donc une contradiction entre le besoin de centralisme et les exigences du développement national pour les peuples non russes.

Pour les bolchéviks de Lénine, la démocratie soviétique et l'internationalisme révolutionnaire permettaient de résoudre de manière progressiste les différends issus de ce conflit. Cependant, la bureaucratie du parti sous Staline allait bientôt enterrer ces principes après avoir usurpé le pouvoir politique à partir de la fin de l'année 1923. Trotsky a décrit ce que cela signifiait pour les

A.A. Levitsky

Timur Kocaoğlu

À gauche : Lénine en novembre 1921. À droite : Trois mois plus tôt avait lieu le Congrès de la République populaire soviétique de Boukhara (aujourd'hui en Ouzbékistan), pendant que la lutte révolutionnaire s'étendait partout en Asie centrale. Les banderoles saluent le Comintern et les communistes boukhariotes et célèbrent la création d'un foyer national.

minorités nationales dans *La révolution trahie* (1936), son analyse de la dégénérescence de l'État ouvrier. Il notait : « *Il arrive donc que les tendances à l'autonomie culturelle et à la centralisation économique entrent en conflit. Il n'y a pas cependant entre elles d'antagonisme irréductible.* » Trotsky poursuivait :

> « Si, pour réduire ces conflits, nous n'avons pas et ne pouvons pas avoir de formule toute prête, la souple volonté des masses intéressées existe, et seule leur participation effective à la décision quotidienne de leur propre destinée peut, à chaque étape donnée, tracer la limite entre les revendications légitimes de la centralisation économique et les exigences vitales des cultures nationales. Tout le malheur vient de ce que la volonté de la population de l'U.R.S.S., incarnée par ses divers éléments nationaux, est complètement falsifiée par la bureaucratie, qui n'envisage l'économie et la culture que sous l'angle des intérêts spécifiques de la couche dirigeante et des facilités de gouvernement. »

Trotsky reconnaissait que « *la bureaucratie continue à accomplir dans ces deux domaines un certain travail progressif, quoique au prix d'énormes frais généraux* ». C'était certainement le cas dans les régions les plus arriérées, comme en Asie centrale, où l'extension du pouvoir soviétique conduisit à un développement national florissant pour les Kazakhs, les Ouzbeks et d'autres. Le livre de David Brophy *Uyghur Nation : Reform and Revolution on the Russia-China Frontier* (Harvard University Press, 2016 – non traduit) montre comment les Ouïgours vivant dans cette région ont alors acquis une conscience nationale, nombre d'entre eux devenant communistes par la même occasion. Cette évolution a renforcé les liens entre les Ouïgours, les Kazakhs et les Kirghizes de l'URSS et leurs frères du Xinjiang.

Cependant, le problème central n'a pas été résolu. C'est seulement en éliminant la pénurie qu'on pourra enfin surmonter les divisions nationales et réaliser la fusion volontaire des peuples. Pour cela, il faut renverser la domination capitaliste au niveau international et développer une économie socialiste mondiale. Mais de l'ex-URSS à la Chine d'aujourd'hui, les bureaucraties au pouvoir cherchent à s'accommoder des impérialistes et non à les renverser, ce qui mettrait en danger leurs propres privilèges. Par conséquent, ces régimes favorisent la nationalité dominante dans leur propre société, administrant la pénurie tout en prenant le meilleur pour eux-mêmes et leurs familles.

Sous Staline et ses successeurs, la garantie d'autodétermination qui figurait dans la Constitution soviétique devint lettre morte. En plus d'autres griefs d'ordre social, le chauvinisme grand-russe de la bureaucratie alimenta le ressentiment national, en particulier dans les républiques baltes de l'URSS et en Europe de l'Est ; les impérialistes s'en emparèrent pendant la guerre froide. Par ailleurs, de nombreux staliniens russes purs et durs joignirent carrément leurs forces à la fin des années 1980 à celles de fascistes patentés au sein d'une « coalition rouge-brune ».

Pour vaincre les nationalistes de tous bords, il fallait une avant-garde révolutionnaire qui conquière la direction des minorités nationales opprimées, les unissant à la masse des travailleurs soviétiques pour lutter pour le pouvoir politique et combattre ensemble l'impérialisme. La LCI a abordé cette question lors de sa VIII[e] Conférence internationale en 2023. Nous avons soutenu l'appel lancé à la veille de la Deuxième Guerre mondiale par Trotsky en faveur d'une Ukraine soviétique indépendante, pour mobiliser le soutien à la révolution politique en URSS et à la révolution socialiste dans les États capitalistes abritant des minorités nationales ukrainiennes. En appliquant ce cadre à la Chine d'aujourd'hui, l'un des documents de la conférence de la LCI déclarait :

> « L'approche programmatique de Trotsky est nécessaire et urgente pour intervenir afin de détourner des réactionnaires les griefs nationaux tibétains et ouïgours et de les canaliser dans le puissant courant de l'opposition prolétarienne au régime stalinien, en défendant le droit à l'autodétermination comme levier de la révolution politique pour défendre et étendre les acquis de la Révolution de 1949. »
>
> – « En défense de la révolution permanente. Pour une direction communiste de la lutte anti-impérialiste ! », *Spartacist* n° 46, novembre 2023

Ce document était un correctif à la conception déformée de la révolution permanente que notre tendance a longtemps eue. De même, son application à la Chine représente une correction à nos articles « Violences intercommunautaires au Xinjiang » (*Le Bolchévik* n° 189, septembre 2009) et « “Free Tibet” : Cri de ralliement pour la contre-révolution en Chine » (*Workers Vanguard* n° 695, 28 août 1998) ; ces deux articles rejetaient l'idée que la lutte pour l'autodétermination est un élément essentiel du programme de la révolution politique en Chine.

La nation ouïgoure : Réalité et fiction

La population de la Chine est composée à plus de 90 % de Han ; ce n'est pas la même chose que l'ancienne URSS, où les Russes représentaient à peine la moitié de la population. La Chine n'était pas non plus un pays impérialiste faible avant sa révolution, mais un pays démembré et asservi par la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Japon et autres grandes puissances. La tâche de l'unification nationale et de la libération des griffes de l'impérialisme, qui était une force motrice dans chacune des révolutions chinoises, n'a été accomplie qu'avec la destruction du régime capitaliste en 1949. Cependant, la leçon centrale s'ap-

---

« L'Ukraine est en train d'être étranglée par la même réaction bonapartiste qui étrangle l'ensemble de l'U.R.S.S. et sape sa capacité de défense [...]. Le mouvement révolutionnaire national ukrainien est partie intégrante de la puissante vague révolutionnaire qui est en train de se préparer, à travers un processus moléculaire, sous la croûte de la réaction triomphante. C'est pourquoi nous disons : Vive l'Ukraine soviétique indépendante ! »

– Léon Trotsky, « Les féodalistes démocrates et l'indépendance de l'Ukraine », 5 août 1939

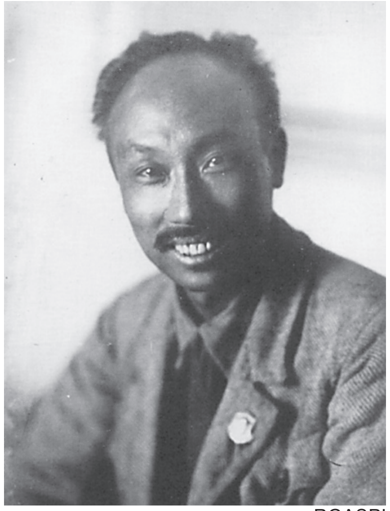
Colin Waters / Alamy

plique à la Chine comme à l'Union soviétique : si les marxistes ne brandissent pas l'étendard de la libération des minorités nationales, ce sont les impérialistes et les réactionnaires qui le feront.

Pour élaborer un programme marxiste pour le Xinjiang il faut d'abord avoir une compréhension matérialiste de la question ouïgoure. En juillet 2019, le Bureau d'information du Conseil d'État de Beijing publia un « Livre blanc sur des questions historiques liées au Xinjiang » pour défendre la répression. Ce document affirmait que « *les différents groupes ethniques au Xinjiang font depuis longtemps partie de la nation chinoise* » et il prétendait que le groupe ethnique ouïgour « *s'est formé à travers un long processus de migration et d'intégration, il fait partie de la nation chinoise* ». Il s'agit là d'une pure tromperie.

Les Ouïgours ont été sous domination chinoise pendant moins de la moitié de leur existence en tant que peuple. Culturellement enracinés dans ce que l'on appelle historiquement le Turkestan, les Ouïgours sont passés sous la domination des dynasties Han, Tang, Yuan (Mongols) et enfin Qing (Mandchous) – avec d'énormes intervalles entre ces périodes – au fur et à mesure que ces royaumes atteignaient leur plus grande extension géographique. Mais même alors, la Chine impériale n'exerçait tout au plus qu'une faible autorité sur eux. Après que la dynastie Tang eut perdu cette autorité au VIIIe siècle, « *il n'y a pas eu de domination directe sur le Xinjiang par un État basé en Chine pendant presque exactement mille ans* » (James Millward, *Eurasian Crossroads : A History of Xinjiang*, Columbia University Press, 2007). Le nom que les Qing ont donné à la région – Xinjiang, qui signifie nouvelle frontière – montre à quel point elle n'est pas chinoise.

Depuis que la révolution de 1911 a renversé la dynastie décrépite des Qing, les nationalistes bourgeois ont toujours insisté sur le fait que pour l'unification de la Chine et pour pouvoir résister aux impérialistes, il fallait que les minorités nationales adhèrent à un État unique dirigé par les « plus avancés », les Han. Avec quelques variations mineures, cette notion imprègne aussi l'idéologie stalinienne. Elle repose sur le mythe des cinq peuples – han, mandchou, mongol, tibétain et hui (nom donné à l'origine à tous les musulmans) – partageant des milliers d'années d'histoire qui les



RGASPI

Dictionnaire de l'histoire mongole

Chen Duxiu, dirigeant du PCC (à gauche) affronta la colère de Sun Yat-sen en soutenant l'indépendance mongole obtenue par la victoire des armées soviétique et mongole de 1921 (à droite).

amènent à fusionner en une seule nation.

Sun Yat-sen, fondateur du Guomindang, parti nationaliste bourgeois, n'était prêt à accepter aucun redécoupage des frontières établies par les Qing. Il pouvait bien accorder l'autonomie aux minorités nationales. Mais lorsque les Mongols saisirent l'occasion de la chute des Mandchous pour déclarer leur indépendance en 1912 (comme le firent aussi les Tibétains), Sun appela à prendre les armes pour mater les rébellions et il durcit vite le programme nationaliste chinois pour en faire un programme d'assimilation forcée.

Comment le PCC a adopté le chauvinisme han

C'est la révolution d'Octobre qui a appris aux révolutionnaires chinois que la liberté des minorités opprimées ne s'opposait pas à la libération de la Chine elle-même, bien au contraire : ces luttes devaient être unifiées dans le cadre d'une révolution mondiale contre l'impérialisme. C'est la perspective qui animait le PCC des débuts dirigé par Chen Duxiu. Le manifeste adopté lors du deuxième congrès du parti en 1922 appelait à « *l'instauration d'une véritable république démocratique par la libération de la Mongolie, du Tibet et du Xinjiang* » et leur libre fédération avec la Chine (retraduit de l'anglais paru dans *A Documentary History of Chinese Communism*, Harvard University Press, 1966). Ces revendications démocratiques, ainsi que d'autres, « *sont toutes dans l'intérêt des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie et sont des conditions préalables à leur libération de l'oppression actuelle* ».

Carte de Spartacist

Le PCC fut mis à l'épreuve lorsque les troupes soviétiques entrèrent en Mongolie en 1921, à la poursuite d'une armée blanche contre-révolutionnaire qui s'y était réfugiée. L'Armée rouge s'associa aux nationalistes du Parti populaire mongol et mit les Blancs en déroute, ce qui aboutit à l'indépendance nationale de la Mongolie. Le PCC soutint l'intervention soviétique et la libération de la Mongolie de la domination chinoise. Sun Yat-sen s'y opposa farouchement et le Guomindang poursuivit les communistes pour trahison parce qu'ils soutenaient l'indépendance de la Mongolie.

Le PCC maintint son appel à l'autodétermination jusqu'au milieu des années 1930, c'est-à-dire au lendemain de l'écrasement dans le sang de la Deuxième Révolution chinoise en 1927 par les forces de Chiang Kai-shek. Cette tragédie avait été préparée par la décision des communistes de se liquider dans le Guomindang, un parti nationaliste bourgeois. Après cette défaite historique, le PCC se transforma en une armée de guérilla basée sur la paysannerie, prenant le contrôle d'une portion de territoire appelée le Soviet de Jiangxi. Mais les choses changèrent à nouveau radicalement avec l'entrée en vigueur de la politique de front populaire du Comintern stalinien en 1935. Les partis communistes furent désormais enjoints de rechercher des alliances politiques avec des partis bourgeois « progressistes » censés être bien disposés à l'égard de l'Union soviétique. En Chine, le PCC chercha consciencieusement à s'allier avec Chiang Kai-shek pour résister à l'occupation japonaise.

Il fallait bien sûr que les communistes réalisent un front unique contre l'occupation et prennent la direction de la lutte de libération nationale en l'arrachant au Guomindang. Mais la politique du PCC sous Mao Zedong était l'opposé d'un tel front uni anti-impérialiste. Pour attirer la « bourgeoisie nationale », le parti exonéra de l'expropriation les propriétaires fonciers « patriotes » – une trahison de sa base paysanne. De même, il abandonna son ancien appel à l'autodétermination, qui était devenu un boulet pour lui.

Même s'ils prétendaient parfois le contraire, les communistes chinois se joignirent alors aux nationalistes du Guomindang pour s'opposer à toute séparation d'avec la Chine. Mao l'exprima clairement dans « Du gouvernement de coalition » (avril 1945), qui énumérait parmi ses revendications programmatiques : « *Améliorer la situation de nos minorités nationales et leur accorder le droit à l'autonomie* ». Comme l'a écrit un auteur qui fait autorité, pour Mao tout comme pour Sun et Chiang « *le principe d'autodétermination ne s'appliquait qu'à la majorité han, qui était suffisamment évoluée et dynamique historiquement* » (James Leibold, *Reconfiguring Chinese Nationalism : How the Qing Frontier and Its Indigenes Became Chinese,* Palgrave Macmillan, 2007).

Révolution et oppression au Xinjiang

Mais Chiang voulait combattre les communistes bien davantage qu'il ne voulait combattre l'occupant japonais, et la guerre civile reprit après la défaite du Japon dans la Deuxième Guerre mondiale. Le résultat fut l'effondrement total du Guomindang, qui s'enfuit à Taiwan. Pourtant, le PCC resta fidèle à sa position chauvine lorsqu'il prit le pouvoir en 1949 et inaugura le règne d'une bureaucratie stalinienne engagée dans le « socialisme » dans son propre pays, et seulement dans son propre pays.

L'anecdote suivante, racontée dans *Central Asia* d'Adeeb Khalid (Princeton University Press, 2021), dit tout. La scène se déroule lors d'une rencontre entre Mao et Anastase Mikoyan, l'envoyé de Staline, au quartier général de l'Armée populaire de libération (APL) juste avant sa victoire finale. Khalid écrit, citant le compte-rendu de Mikoyan lui-même :

> « Mikoyan suggéra au PCC de ne pas "aller trop loin avec la question nationale en accordant l'indépendance aux minorités nationales, ce qui réduirait le territoire de l'État chinois". Il transmettait ainsi l'inclination de Staline, qui souhaitait que la résolution de la "question nationale" soit subordonnée à des objectifs politiques plus larges. Mao n'avait pas besoin qu'on le lui dise. "Mao Zedong était heureux d'entendre ce conseil", notait Mikoyan, "mais on voyait à son visage qu'il n'avait aucune intention d'accorder l'indépendance à qui que ce soit". »

Moins d'un an après son entrée à Beijing, l'APL prit le contrôle du Xinjiang et du Tibet. Cela jeta les bases d'un grand changement révolutionnaire, mais

Bettmann

Mao Zedong avec Chiang Kai-shek, janvier 1946. Cherchant l'alliance avec la « bourgeoisie nationale », le PCC s'opposa à l'autodétermination des minorités nationales et imposa cette position après sa prise du pouvoir en 1949.

dans les strictes limites du nationalisme stalinien. Les acquis sociaux pour les Ouïgours, les Kazakhs, les Tibétains et autres peuples furent immenses, de l'alphabétisation des masses et d'un système de santé à la révolution agraire. Le PCC encouragea les publications et l'enseignement dans les langues minoritaires, dont beaucoup n'avaient jamais été des langues écrites. Mais toutes ces avancées étaient supervisées par des secrétaires du Parti triés sur le volet par le gouvernement central, qui réprimaient toute expression autonome de la volonté des masses.

Le nouveau régime encouragea également la migration massive des Han au Xinjiang afin de réduire la supériorité numérique des minorités nationales. Ce transfert de population se fit principalement par l'intermédiaire du Corps de production et de construction du Xinjiang, une organisation paramilitaire dépendant directement du gouvernement central. Ce Corps, qui à l'origine se composait de soldats démobilisés de l'APL, représente un cinquième du PIB du Xinjiang et il reste très majoritairement han.

La Constitution de la République populaire adoptée en 1954 codifia le statut subalterne des minorités nationales. Elle décrétait que la Mongolie intérieure, le Tibet et le Xinjiang étaient des régions autonomes et non des républiques fédérées comme le prévoyait l'URSS. Certes, la Constitution interdisait la discrimination à l'égard des minorités et déclarait qu'elles étaient libres d'utiliser leur langue et de préserver leurs coutumes, mais elle stipulait clairement : « *Toutes les zones ethniques autonomes sont des parties inséparables de la République populaire de Chine.* »

Pour camoufler son chauvinisme han, le gouvernement répertoria 56 groupes nationaux et ethniques (*minzu*) constituant la population de la Chine. Les staliniens pouvaient paraître faire preuve d'œcuménisme en mettant toutes les minorités qu'ils pouvaient trouver (ou inventer) sur le même plan que les Han. En réalité, c'était une justification pour s'opposer à l'autodétermination. L'étiquette *minzu* a été collée à tout le monde, depuis des ethnies montagnardes qui étaient sous domination chinoise depuis des millénaires jusqu'aux peuples du Xinjiang, de la Mongolie intérieure et du Tibet, qui avaient développé leur propre culture et système sociopolitique, c'est-à-dire la base de leur autodétermination. Mais en tant que *minzu*, le seul « droit » qu'ils avaient consistait à se joindre à la longue marche vers l'assimilation dans une nation chinoise unique dominée par les Han.

Le PCC joue sur un profond sentiment des masses, selon lequel toute forme de séparatisme annulerait l'accomplissement historique de la Révolution de 1949, l'unification nationale, et ouvrirait la porte à l'ennemi impérialiste. Mais c'est le programme des staliniens qui divise les masses, affaiblit leur capacité à lutter contre l'impérialisme et menace constamment de déchirer le pays. C'est précisément ce qui s'est passé au Xinjiang.

Ils chargent la poudrière

Depuis 1949, l'autonomie des minorités nationales s'est avérée factice mais la main lourde bureaucratique bien trop réelle. Ce fut particulièrement le cas durant la Révolution culturelle. Les cadres maoïstes présentèrent leurs tentatives de sinisation des populations minoritaires comme un moyen de détruire les obstacles « féodaux ». Cette campagne a considérablement rejeté en arrière le développement économique et culturel.

Après la fin de la Révolution culturelle et la mort de Mao, Deng Xiaoping assouplit la politique à l'égard des minorités ethniques afin de les inciter à adhérer aux réformes de marché. Mais ce n'était là qu'une phase du régime bonapartiste de Beijing. Les tensions sous-jacentes persistaient, menaçant d'éclater au prochain tournant.

C'est ce qui advint avec l'effondrement de l'URSS. Les dirigeants du PCC décidèrent qu'ils pourraient éviter le sort de leurs homologues soviétiques s'ils maintenaient politiquement une main de fer sur les masses et s'ils les amadouaient en augmentant le niveau de vie à mesure que la Chine s'ouvrait à la mondialisation. Pendant les trois décennies suivantes, la Chine a effectivement connu une croissance économique exponentielle. Mais cette évolution a aussi intensifié les problèmes sociaux. Au Xinjiang, les progrès économiques n'ont pas réussi à remédier à la ségrégation de la population autochtone par rapport aux résidents han, ni à la pauvreté profondément ancrée dans la partie Sud de la province, dont la population est très majoritairement musulmane. Alors que les régions côtières de la Chine connaissaient un essor considérable, les travailleurs migrants originaires des régions pauvres se voyaient refuser un permis de résidence (*hukou*) et les prestations sociales allant avec.

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 ont marqué un tournant important. Après avoir rendu service aux impérialistes en soutenant les moudjahidin afghans contre l'armée soviétique dans les années 1980, Beijing s'est alors joint à la « guerre mondiale contre le terrorisme », lançant une répression généralisée au Xinjiang. Des cycles de répression et de troubles se sont enchaînés. Un petit nombre de Ouïgours ont rejoint des groupes armés islamistes au Moyen-Orient pendant que des milliers d'autres, craignant pour leur vie, se sont enfuis en Europe, en Türkiye et aux États-Unis. Parmi eux Rebiya Kadeer, une riche femme d'affaires ouïgoure, a ensuite pris la tête du Congrès mondial ouïgour qui est soutenu par la CIA.

Au cours de cette période, il y a eu au Xinjiang de multiples attentats contre des postes de police et d'autres instruments de contrôle du gouvernement central. Les autorités chinoises ont principalement accusé le Mouvement islamique du Turkestan oriental, un groupe mystérieux qui serait lié soit à al-Qaïda, soit aux talibans. Dans son livre *The War on the Uyghurs* (Manchester University Press, 2020), Sean Roberts fournit de nombreuses preuves que les attaques n'étaient pas coordonnées. Quoi qu'il en soit, comme d'habitude dans de telles situations, certaines attaques visaient de façon indiscriminée des travailleurs de la nationalité oppressive.

En mars 2014, des Ouïgours armés de couteaux ont commis un attentat atroce dans une gare de la ville de Kunming, dans le Sud du Xinjiang ; une trentaine de personnes ont été tuées.

Ce n'est pas en attaquant les institutions de l'État ouvrier que l'on pourra libérer les Ouïgours. Ni en menant des actes de terreur aveugle contre le peuple han. La tâche est d'unir la juste cause des Ouïgours aux luttes des masses ouvrières chinoises contre la bureaucratie stalinienne. Des attaques comme celle de Kunming dressent les opprimés les uns contre les autres, renforçant ainsi leur ennemi commun, le régime du PCC.

En fait, écraser « l'ennemi intérieur » islamique est devenu le principal argument avancé par Xi Jinping pour justifier l'internement de masse au Xinjiang. Xi Jinping a lancé l'engrenage peu après son accession à la présidence en 2014, lorsqu'il se rendit au Xinjiang pour annoncer une répression qui se montrerait « *sans aucune pitié* » envers « *le terrorisme* ». La stabilité au Xinjiang était d'une importance capitale pour le régime. Bien que relativement peu peuplée, la province représente un sixième de la superficie de la Chine et c'est un grand centre pétrolier, pétrochimique et agricole. Et surtout le Xinjiang était destiné à devenir un centre logistique clé pour le programme phare des « nouvelles routes de la soie » de Xi Jinping.

La réaction à la campagne « antiterroriste » a été tout sauf la soumission. De nouveaux attentats ont mené à de nouvelles contre-mesures, entraînant des dizaines de morts supplémentaires en 2014. En 2017, le PCC mena une opération sans précédent pour réprimer les minorités musulmanes. Il s'agissait principalement de regrouper plus d'un million de Ouïgours, Kazakhs et autres dans des camps d'internement. À cela s'est ajouté l'emprisonnement d'un nombre incalculable d'« extrémistes » et même de gens comme Rahile Dawut, membre du PCC et anthropologue réputée pour ses recherches sur l'histoire culturelle du Xinjiang. Dawut purge actuellement une peine d'emprisonnement à perpétuité pour « séparatisme ».

Pour la libération nationale et le socialisme !

Tout le monde sait comment les officines de propagande occidentales ont hurlé au « génocide » au Xinjiang. Au-

Andy Wong / AP

Ng Han Guan / AP / SIPA

Qui croire, nos yeux ou le PCC ? À gauche : Délégués des populations minoritaires devant le Congrès national du peuple à Beijing en 2023. À droite : Des Ouïgours font face à la police à Ürümqi en juillet 2009. L'oppression nationale divise les Han et les masses des populations minoritaires, et sape la défense de l'État ouvrier.

Lisa Ross

Rahile Dawut, une anthropologue membre du PCC condamnée à la prison à vie pour « séparatisme ».

jourd'hui encore, la gauche pro-PCC dénonce ces propos comme des mensonges alimentant la campagne antichinoise des impérialistes. Ce n'est pas une question de mots. Bien sûr, les puissances capitalistes mentent comme des arracheurs de dents pour faire avancer leurs propres objectifs. Mais l'internement de masse était la politique du gouvernement chinois. Ce que les apologistes du PCC nient, c'est l'objectif même de cette action : ***éradiquer l'identité nationale des Ouïgours.***

Et il ne s'agit pas seulement des Ouïgours. Comme au Xinjiang, le régime du PCC a fait du mandarin la langue de l'enseignement élémentaire dans tout le Tibet, et la langue mongole est visée aussi. Des milliers d'enfants ont été envoyés de force dans des internats éloignés où ils n'entendent pas la langue de leurs parents. Même les musulmans hui sont attaqués ; leurs mosquées sont fermées et ils sont forcés de remplacer les dômes et minarets pour qu'elles aient l'air plus « chinoises ».

En même temps, il y a partout en Chine des panneaux d'affichage, des banderoles et des expositions dans des musées qui célèbrent des siècles d'harmonie interethnique ; il y a aussi des attrape-touristes où l'on peut aller regarder danser et chanter des gens en costume traditionnel multicolore. Les Amis de la Chine socialiste s'appuient sur ces phénomènes pour affirmer que le pays est en passe de devenir une société prospère et harmonieuse, comme l'affirme Xi Jinping. En fait, tout cela n'est qu'un mince voile pour couvrir ce qui se passe réellement : l'assimilation forcée, à marche forcée.

Même les politiques les plus inoffensives du régime accentuent les divisions en Chine. Prenons l'exemple des points supplémentaires accordés aux minorités lors de l'examen du *gaokao*, qui permet de déterminer qui peut entrer dans quelle université. Certains y voient la preuve que les Ouïgours et les Tibétains ne sont pas opprimés. En réalité, cette politique poursuit le même objectif que les camps d'internement, puisque le PCC considère les universités comme un moyen d'assimilation à la nation han. Néanmoins, elle a suscité un énorme ressentiment chez les jeunes han. Le ralentissement économique de la Chine ayant privé d'emploi une masse de diplômés, le diplôme d'une université de premier plan est le meilleur moyen de trouver un bon emploi. Ainsi, les Ouïgours et les Tibétains sont devenus les boucs émissaires du manque de ressources, alors que les principaux responsables sont les bureaucrates du gouvernement et les profiteurs.

Les staliniens pensent que la répression au Xinjiang leur a donné les moyens d'acheter la paix sociale. Mais c'est une illusion. Comme le notait Trotsky à propos du régime de Staline, celui-ci « *défend par ses méthodes la dictature prolétarienne ; mais ces méthodes sont telles qu'elles facilitent la victoire de l'ennemi **pour demain*** » (« La IVe Internationale et l'U.R.S.S. – La nature de classe de l'État soviétique », octobre 1933). Il expliquait :

> « Les antagonismes sociaux ne sont pas surmontés politiquement, mais sont étouffés administrativement. Ils s'accumulent sous la pression, dans la mesure même où disparaissent les ressources politiques pour leur solution normale. La première grande secousse sociale, extérieure ou intérieure, peut mener la société soviétique atomisée dans une situation de guerre civile. »

De telles secousses pourraient avoir de nombreuses causes. La crise insoluble du marché immobilier chinois, la situation mondiale de plus en plus instable et la guerre commerciale des États-Unis sont autant de menaces pour la croissance économique sur laquelle compte le PCC pour maintenir la population dans le droit chemin. À cela s'ajoute l'intensification de la pression militaire exercée par les impérialistes sous l'égide des États-Unis.

La réaction des staliniens n'est pas de lancer un appel révolutionnaire aux armes mais de redoubler d'efforts pour imposer la « stabilité » à l'intérieur du pays et courtiser des partenaires commerciaux à l'étranger. Cela ne peut que favoriser de nouvelles crises, y compris celles que pourraient déclencher les revendications nationales actuellement réprimées par les mesures draconiennes du PCC. La réponse révolutionnaire est de mobiliser le prolétariat par le biais d'un programme qui associe la défense des minorités nationales à des revendications répondant aux besoins des ouvriers et des paysans chinois, qu'il s'agisse d'emplois pour les jeunes, de logements décents et abordables ou de prestations sociales de qualité.

Il ne s'agit pas d'une utopie. Les travailleurs savent d'expérience que la répression contre les minorités se retourne contre eux-mêmes. Comme l'a montré la pandémie, la surveillance des moindres faits et gestes des citoyens, inaugurée au Tibet et au Xinjiang, frappe désormais l'ensemble de la population. Les manifestations contre les confinements qui se sont multipliées en Chine en novembre 2022 montrent bien comment ces situations peuvent se retourner contre la bureaucratie. Elles ont commencé dans la capitale du Xinjiang, Ürümqi, après l'incendie d'un immeuble d'habitation qui venait de tuer dix personnes à cause des mesures strictes de confinement prises en raison du Covid-19. Les manifestants d'Ürümqi étaient en grande majorité des Han, les Ouïgours ayant trop peur de la répression pour descendre dans la rue. Mais si les manifestations s'étaient poursuivies, elles auraient pu facilement unir les deux populations contre la bureaucratie.

Face à la volonté du PCC d'effacer l'identité nationale des Ouïgours, il ne suffit pas de simplement défendre leur ***droit*** à l'autodétermination – c'est-à-dire le droit à un État séparé. Nous revendiquons un ***Xinjiang socialiste indépendant*** dans le cadre d'un programme de transition pouvant unir les travailleurs de toutes les ethnies dans une lutte pour la révolution politique. Voici les éléments d'un tel programme :

- Libérez Rahile Dawut et tous ceux qui sont accusés de « séparatisme » !
- Démontez toutes les caméras de surveillance !
- Rétablissement du droit à l'éducation dans les langues locales !
- Pas de poursuites judiciaires contre la pratique de la religion !
- Plein droit de résidence pour les travailleurs migrants ! À bas le *hukou* discriminatoire !
- Pour des conseils ouvriers et des conseils de quartier multiethniques et des milices sous leur contrôle !
- Pour le contrôle de la production par les travailleurs, depuis les usines et les champs de pétrole jusqu'aux exploitations de tomates et de coton !
- Défense de la propriété nationalisée ! Expropriation de la bourgeoisie, à Hong Kong et sur le continent ! Défense de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution !
- Indépendance du Xinjiang socialiste ! Pour une Chine dirigée par des conseils ouvriers et paysans, et non par les parasites du PCC ! Pour l'unité communiste contre l'impérialisme !

Défense de la Chine, non à la domination du PCC !

Pour formuler un programme révolutionnaire pour le Xinjiang il faut partir de la défense des acquis de la Révolution de 1949 et de l'opposition à toutes les forces indépendantistes qui cherchent à briser l'État ouvrier. La majeure partie de la gauche marxiste internationale s'en montre totalement incapable : elle capitule devant l'idéologie libérale impérialiste selon laquelle la Chine est une puissance capitaliste et impérialiste. (Nous traitons exhaustivement cette question dans « Ni impérialiste, ni capitaliste – La nature de classe de la Chine », *Spartacist* n° 47, décembre 2024.)

Certains militants de gauche, comme l'Alliance for Workers' Liberty (les « socialistes du ministère des Affaires étrangères » britannique), présentent l'impérialisme « démocratique » comme solution à l'oppression des Ouïgours et des Tibétains. La victoire de ce programme n'éliminerait en rien leur oppression mais provoquerait un désastre social : elle réduirait à néant des décennies de progrès matériel, déclencherait des guerres interethniques sanglantes et livrerait la Chine au démembrement et au pillage par des puissances étrangères.

Le SWP et la Tendance marxiste internationale, aujourd'hui Internationale communiste révolutionnaire (ICR), sont un peu plus nuancés. Au plus fort de la répression au Xinjiang, ces deux organisations ont publié des articles mettant en garde contre les machinations américaines, s'opposant aux sanctions contre

UlyssePixel ; Ignacio Martinez

Grande mosquée de Shadian (province du Yunnan), l'une des centaines qui ont été fermées ou forcées à changer de look dans le cadre de la campagne du PCC de « sinisation » de l'islam.

Reuters

Thomas Peter / Reuters

Novembre 2022 : Des résidents d’Ürümqi occupent les rues (à gauche) après la mort de dix personnes dans un incendie dû aux restrictions en raison du covid. Le régime a mis fin aux confinements quand les protestations s’étendirent à Beijing (à droite) et à d’autres villes.

la Chine et appelant les travailleurs han à défendre les minorités nationales et à s’unir avec elles contre le PCC (« La Chine, les Ouïgours et la gauche », *International Socialism*, mis en ligne le 23 octobre 2021 ; « Les Ouïgours au Xinjiang : Oppression nationale et hypocrisie impérialiste », *In Defence of Marxism*, 20 octobre 2020).

Ce sont là des tâches nécessaires. Mais le SWP, l’ICR, l’ISA et consorts accusent la Chine d’être impérialiste, s’opposent à sa défense contre les véritables impérialistes et prennent le côté des mouvements « démocratiques » visant à renverser l’État ouvrier. Ils s’opposent ainsi à la seule base sur laquelle on peut unir les travailleurs han et ceux des minorités derrière leur intérêt commun, à savoir la nécessité de défendre et d’étendre les acquis de la Révolution de 1949 contre l’impérialisme et la contre-révolution.

L’autre pôle de la gauche est constitué des descendants politiques des « amis de l’Union soviétique » cloués au pilori par Trotsky dans *La révolution trahie*. Leur réponse aux machinations impérialistes contre la Chine consiste à mettre un signe moins là où les sociaux-démocrates mettent un signe plus, et vice versa. Le Workers World Party est particulièrement sans vergogne. Il se félicite des « *centres de formation professionnelle* » du PCC et conclut que « *la violence politique et religieuse au Xinjiang a maintenant été presque éliminée, et le Xinjiang est en bonne voie pour rattraper le reste du pays sur le plan économique* » (*Workers World*, 16 janvier 2024).

La Ligue pour la Quatrième Internationale (LQI) chante la même chanson malsaine, mais avec une petite sourdine. Sa seule déclaration de fond sur les Ouïgours souligne que « *des mesures officielles ont été prises en réponse à un certain nombre d’attaques meurtrières* […] *perpétrées par des forces islamistes associées au Mouvement islamique du Turkestan oriental* » que « *même l’Union européenne, l’ONU et les États-Unis ont désigné comme une organisation terroriste* » (« Provocations militaires américaines contre la Chine à propos de Taiwan », *The Internationalist*, septembre 2022). La LQI concède gracieusement qu’il y a « *eu des expressions* » de chauvinisme han au Xinjiang mais affirme que « *le mensonge d’un “génocide ouïgour”* » n’est qu’un cri de guerre impérialiste et un « *prétexte pour fomenter le séparatisme au Xinjiang et infliger des dommages économiques à la région* ».

Il serait facile de dénoncer la LQI pour sa politique de l’autruche vis-à-vis du Xinjiang, mais ce serait passer à côté de son véritable crime. Des confinements liés au covid au réarmement contre la Chine, la LQI avance une politique de confiance envers les staliniens pour défendre l’État ouvrier et résister à l’impérialisme, au lieu de mobiliser le prolétariat de manière indépendante pour mener à bien ces tâches. C’est ce qui explique la passion de la LQI pour les confinements chinois et son refus de faire campagne pour l’autodétermination des Ouïgours et des Tibétains, ou pour quoi que ce soit qui pourrait menacer l’ « unité nationale » sous l’égide du PCC.

De tels « amis de la Chine » renforcent les conceptions diffusées par le régime stalinien, à savoir que l’indépendance du Xinjiang ne peut que servir les impérialistes qui aspirent à dépecer la Chine. On est en droit de penser que cette conviction est partagée par la masse des travailleurs chinois, qui méprisent la bureaucratie mais pensent qu’elle est le seul obstacle à la contre-révolution et au chaos. Trotsky a apporté la solution à ce problème en préconisant une Ukraine soviétique indépendante :

> « “Mais cela ne signifierait-il pas un affaiblissement militaire de l’U.R.S.S. ?” vont hurler, épouvantés, les “amis” du Kremlin. Nous répondons que l’U.R.S.S. est affaiblie par les tendances centrifuges sans cesse grandissantes qu’engendre la dictature bonapartiste. En cas de guerre, la haine des masses pour la clique dirigeante peut conduire à l’écroulement de toutes les conquêtes sociales d’Octobre. L’origine de ces dispositions défaitistes se trouve au Kremlin. D’autre part, une Ukraine soviétique indépendante deviendrait, ne fût-ce qu’en vertu de ses intérêts propres, un puissant rempart au sud-ouest de l’U.R.S.S. Plus vite la caste bonapartiste d’aujourd’hui sera minée, renversée, écrasée et balayée, plus solide deviendra la défense de la république soviétique et plus certain son avenir socialiste. »
>
> – « La question ukrainienne », avril 1939

Un cadre marxiste pour le Tibet

Cette approche programmatique est aussi vitale pour le Tibet que pour le Xinjiang, même si leur histoire et leur structure sociale sont très différentes. Comme les musulmans du Xinjiang, les Tibétains ont bénéficié d’avancées historiques dans le cadre de la République populaire. Et ce, bien que le PCC ait maintenu en place une lamacratie essentiellement féodale pendant neuf ans encore après l’entrée de l’APL au Tibet. C’est l’introduction de réformes extrêmement modestes qui contribua à déclencher une rébellion réactionnaire en 1959. Largement organisé par la CIA américaine, le soulèvement fut vaincu et le dalaï-lama et sa clique s’enfuirent en Inde. Le régime du PCC abolit ensuite son administration ainsi que l’esclavage local et les taxes que les Tibétains étaient contraints de payer aux monastères.

Néanmoins, comme nous l’avons mentionné ci-dessus, les Tibétains tout comme les musulmans du Xinjiang ont souffert de la suprématie des Han imposée par le PCC. Pour le Tibet comme pour le Xinjiang, le PCC s’oppose à toute séparation de la RPC et renforce les préjugés selon lesquels les minorités nationales sont tout simplement trop arriérées pour pouvoir accomplir le moindre progrès social en dehors du domaine de la RPC.

C’est de l’anti-internationalisme pur et dur. Il faut être fou pour penser que le Tibet peut avoir un avenir de progrès s’il est isolé des économies plus avancées. Mais nier aux Tibétains leurs droits nationaux ne sert qu’à empoisonner les relations avec les masses han de Chine et à permettre aux impérialistes de gagner « les cœurs et les esprits » en faisant campagne contre la RPC. Ce qu’il faut c’est lutter pour un Tibet socialiste indépendant dans le cadre d’une alliance anti-impérialiste avec l’État ouvrier chinois. Cette revendication doit faire partie d’un programme révolutionnaire pour la Chine d’aujourd’hui.

Il y a d’autres aspects de la question nationale en Chine qu’il faut aborder. L’un d’eux concerne les Mongols. Ils ne représentent qu’un sixième environ de la population de la Mongolie intérieure mais ils ont manifesté ces dernières années avec détermination pour réclamer le droit à l’éducation dans leur langue. Outre la défense de ces droits, il y a la question de la division de la Mongolie en deux États. Les trotskystes devraient avancer la perspective de la réunification de la Mongolie par le biais d’une révolution politique en Chine et d’une révolution sociale en Mongolie extérieure. Cette question nécessite certainement une discussion plus approfondie. Ce qui est essentiel, c’est d’appliquer un cadre programmatique marxiste à tous ces problèmes.

Le drapeau de l’internationalisme

La Chine est dans une passe critique. Le PCC tente de maintenir son régime de caste et ses privilèges alors que le monde va de crise en crise ; il cherche à imposer la discipline de l’unité nationale tout en appelant à une coopération « gagnant-gagnant » avec le capital financier mondial et en s’appuyant sur des alliés bourgeois douteux dans le Sud global. Cette stratégie menace l’existence de l’État ouvrier.

Soutenir la lutte pour l’autodétermination contre le chauvinisme han du PCC n’est qu’une étape pour rassembler un ensemble de cadres trotskystes capables de fournir une alternative révolutionnaire à l’incurie stalinienne. Ce que nous avons à proposer, c’est la continuité avec les premières années de l’IC, avec les premiers communistes chinois et avec les cadres bolchéviques qui ont établi le Bureau du Turkestan à Tachkent pour étendre la révolution d’Octobre à l’Orient.

L’avènement d’une avant-garde léniniste mobilisant le prolétariat de Chine pour défendre les masses tibétaines, ouïgoures et mongoles aurait un impact énorme au Népal et dans le reste du sous-continent indien, dans les anciens États soviétiques d’Asie centrale, en Mongolie et, au-delà, en Sibérie russe. Pour créer un pôle de combattants anti-impérialistes contre le programme défaitiste de nationalisme et de collaboration des classes mondiale du PCC, nous opposons une perspective trotskyste : Pour une ceinture d’États ouvriers sur la voie d’une Eurasie socialiste ! La LCI invite tous les révolutionnaires de la classe ouvrière à nous rejoindre dans cette marche. ■

7e ciel...

Suite de la page 16

entre ses projections grandiloquentes et la réalité de l'état du mouvement.

Crise politique et luttes défensives

Pourquoi est-il contre-productif ***à ce stade*** d'agiter pour la grève générale ? Une grève générale politique poserait la question du pouvoir. Il faut pour cela que cette perspective ait un large point d'appui dans la classe ouvrière, pas seulement parmi quelques milliers d'étudiants et de lycéens radicalisés. Sinon, les appels à la grève générale ne font qu'isoler davantage l'avant-garde. Aujourd'hui ce sont des luttes défensives victorieuses qui pourront changer le rapport de forces. Alors la contre-offensive politique sera à l'ordre du jour. En voulant sauter par-dessus les étapes, RP et le NPA-R vont se casser la figure.

Camarades, il faut faire le constat : il y a bel et bien une crise institutionnelle en France, mais c'est l'extrême droite qui en profite. C'est le RN aujourd'hui qui a un large point d'appui dans la classe ouvrière, en résultat des trahisons sans fin de la gauche et des bureaucrates depuis des décennies.

RP et le NPA-R refusent d'admettre que cette montée de l'extrême droite résulte aussi de l'incapacité de l'extrême gauche à forger un pôle d'opposition prolétarienne aux bureaucrates et à la gauche libérale – et aux mélenchonistes. Ce n'est pas par des appels à l'offensive que nous y parviendrons, mais en présentant une alternative concrète, opposée à la stratégie de « partenariat social » des bureaucrates, pour défendre les travailleurs contre l'offensive tous azimuts des capitalistes. C'est ainsi que la gauche trotskyste pourrait gagner la confiance de la masse des travailleurs et commencer à renverser la vapeur. Notre camp ne peut passer à l'offensive sans avoir d'abord paralysé l'offensive de l'ennemi.

Pourquoi ce qui n'a pas marché il y a deux ans marcherait maintenant ? Quels secteurs assumeraient le rôle d'avant-garde ? Qui serait prêt à se sacrifier pour les autres en se mettant en reconductible ? Dans l'année qui vient de s'écouler, les cheminots ont déjà été appelés à la grève reconductible en décembre dernier ; mais elle était déjà essoufflée au bout du premier jour et s'est terminée sans la moindre concession des patrons ; et la grève de mai a été une véritable démonstration de faiblesse et de division du mouvement ouvrier. À la RATP, la privatisation des dépôts de bus est déjà bien avancée et la grève n'a été vraiment efficace le 18 que dans le métro, et encore, aucune ligne n'a été bloquée en heure de pointe.

Où alors d'autres secteurs sont-ils prêts à partir en reconductible ? Dans les entreprises, les travailleurs se battent isolément contre les plans de licenciements et les fermetures d'usines, contre la privatisation de la cantine et autres « externalisations », contre une nouvelle diminution des salaires réels, contre la suppression des subventions à la mutuelle alors que son coût s'envole, etc. Ce sont ces luttes auxquelles l'avant-garde doit se consacrer pour regagner la confiance des travailleurs. Elle doit pour cela montrer aux travailleurs qu'elle est plus à même d'assurer une défense victorieuse que les bureaucrates et les mélenchonistes.

Facebook

18 septembre : Le « Pôle grève générale » de RP se place en tête de manif. Le « Pôle », constitué essentiellement de lycéens et d'étudiants, s'est évaporé au fil de ces trois semaines. Ce n'est pas par ce genre de manœuvre qu'on va gagner la confiance des travailleurs.

En effet ces derniers, dans le conflit entre le travail et le capital, ont un pied dans chaque camp, et quand arrive l'épreuve de force ils se retrouvent invariablement du côté du capital. Pour cette raison toutes les méthodes des bureaucrates et des mélenchonistes renforcent la division des travailleurs, les uns en acceptant comme inévitables les privatisations et la multiplication des statuts et les autres prônant un « antiracisme » qui jette à la poubelle les électeurs du RN.

L'extrême gauche doit se donner pour tâche de reconstruire les syndicats en se battant pour une nouvelle direction dans les luttes défensives partielles que mènent aujourd'hui les travailleurs. C'est moins excitant que de criailler « Bloquons tout » mais c'est le point de passage obligé pour recoller l'extrême gauche à la classe ouvrière. Ces luttes auront alors été des luttes ***préparatoires*** pour l'avenir.

Comités de lutte – Oui mais pour quoi faire ?

Contrairement à RP et au NPA-R, LO souligne que la situation est réactionnaire et qu'il faut préparer la classe ouvrière à de nouvelles épreuves et même à la guerre. Alors en quoi ce que nous disons est-il opposé aussi à ce que raconte Lutte ouvrière ? Tout le problème avec LO, c'est qu'elle conclut de ce constat général qu'il n'y a rien à faire, à part des discours sur la nécessité du communisme et de la révolution ***plus tard***. Comme LO a une véritable implantation, il est évident que ses militants ne peuvent pas s'abstenir totalement et ils finissent par se retrouver simplement à la traîne des bureaucrates d'un côté, et des discours grandiloquents de RP pour amplifier la lutte de l'autre.

Ces derniers jours, LO a argumenté dans les AG et dans sa presse pour des « comités de lutte ». Mais il s'agit là de coquilles vides en l'absence de lutte réelle et de militants ayant une vision comment mener de façon déterminée les prochaines étapes de la lutte. LO croit ainsi pouvoir contourner l'obstacle des bureaucrates ; en réalité ce ne sont pas des « comités de lutte » peuplés d'un ramassis hétéroclite de militants d'extrême gauche ayant pour seul point commun d'appeler en toute circonstance à passer à l'offensive qui vont convaincre les travailleurs qu'ils représentent une alternative sérieuse aux bureaucrates. Il faut pour cela avancer des perspectives concrètes qui parlent aux travailleurs et en montrant que les bureaucrates sont un obstacle même pour ces revendications modestes.

RP déguise maintenant un rassemblement de profs et d'étudiants le 18 devant la gare du Nord en « *AG interpro* » et en « *radicalité politique et* [des] *éléments d'auto-organisation* » (18 septembre). Elle déclame que « *ces AGs devraient se penser comme de véritables comités d'action pour la grève générale* » (19 septembre). L'envers du décor c'est qu'à l'intérieur de la gare du Nord quelques minutes avant, une AG de tout au plus une quarantaine de cheminots grévistes (sur 3000 environ travaillant là) peinait à discuter pourquoi la grève n'a aucune perspective à la SNCF dans l'immédiat et ce qu'il faut faire.

Nous avons effectivement besoin de comités de lutte, on peut appeler cela aussi un pôle des révolutionnaires. De tels comités de lutte devraient se baser sur une compréhension large de la situation politique pour être capables d'offrir une alternative viable à la stratégie perdante des bureaucrates dans le but de les remplacer ; ils doivent montrer, dans la pratique, la nécessité du programme marxiste pour maximiser les victoires, si partielles soient-elles, et faire avancer les intérêts historiques du prolétariat.

À défaut d'une conception révolutionnaire plus large, l'extrême gauche cherche à dépasser la bureaucratie en poussant constamment à des actions plus radicales. Déjà en 2023, ces mêmes appels à des actions plus radicales et à la reconductible n'ont pas marché parce qu'ils s'inscrivaient dans la chorégraphie bien huilée des bureaucrates (voir *Le Bolchévik* n° 233, juin 2023). Depuis, la situation s'est gravement dégradée pour le mouvement ouvrier : ces mêmes tactiques, si elles sont reprises par des secteurs isolés de la classe ouvrière, pourraient conduire cette fois-ci à une catastrophe pire encore. Une direction révolutionnaire doit guider la lutte de classe dans l'offensive comme dans la défensive, pas appeler à l'offensive en toute circonstance !

Camarades, ce n'est pas ainsi que nous allons commencer à remonter la pente. Notre but n'est pas de jouer au pisse-froid mais de prendre au sérieux le fait que le mouvement ouvrier se trouve au fond du trou. Il ne va pas s'en sortir avec des incantations magiques. Le vent finira par tourner, mais les révolutionnaires ne pourront alors en profiter que s'ils redescendent sur terre ***tout de suite***. ■

LE BOLCHEVIK

L'OPPRESSION NATIONALE DANS LA CHINE DE XI :

Ci-dessus : Xi Jinping applaudi au Congrès du PCC de 2017 pendant que le régime appliquait l'internement en masse au Xinjiang. Ürümqi, mai 2014 (à droite) : Force paramilitaire mobilisée dans la répression « sans pitié » des Ouïgours.

CHINE NOUVELLE / SIPA ; AP / SIPA

Une réponse trotskyste

Pour un Xinjiang socialiste indépendant ! Unité contre l'impérialisme – Défense de la Chine !

par Ray Bishop

Les États-Unis et leurs alliés faisaient encore récemment une propagande effrénée accusant de génocide le Parti communiste de Chine (PCC) pour l'internement en masse des Ouïgours et autres musulmans dans le Xinjiang. Le régime de Xi Jinping ripostait en défendant une répression qui pouvait s'abattre sur quelqu'un pour une barbe trop longue ou une prière trop fervente. Il le fallait, soi-disant, pour préserver l'unité de la Chine et pour la défendre contre les « extrémistes » séparatistes.

Les impérialistes ont depuis détourné un peu leur attention du Xinjiang. Ils concentrent maintenant leurs efforts contre la Chine sur le réarmement et sur la guerre commerciale qu'a lancée la Maison Blanche de Trump. De leur

Suite page 9

RP, NPA-R au 7e ciel, ouvriers au 36e dessous

Il faut combler le gouffre !

Nous reproduisons ci-après un tract de la LTF daté du 26 septembre.

Après la mobilisation du 10 septembre, la journée d'action syndicale du 18 septembre a été un relatif succès : c'est la plus grosse mobilisation syndicale depuis la défaite des retraites en 2023, avec des taux de grévistes importants dans certains secteurs. Le métro parisien a été paralysé en dehors des heures de pointe et des lignes automatiques, et le trafic a été sérieusement perturbé sur certaines lignes de banlieue et de train.

Il n'en fallait pas plus pour qu'une bonne partie de l'extrême gauche se mette à espérer que nous sommes en train de renverser la vapeur et que l'heure est au retour à l'offensive. Révolution permanente et le NPA-R notamment multiplient les appels à la grève reconductible et à la préparation d'une grève générale. Gaël Quirante, porte-parole du NPA-R, déclarait ainsi le 18 septembre : « *Il faut construire un mouvement de grève générale pour faire plier le patronat et le gouvernement. Organisons-nous, étudiants et salariés, du public et du privé, ensemble pour tout bloquer par nos grèves et nos manifestations !* »

Camarades, il faut avoir une évaluation correcte de la situation pour faire des propositions correctes sur ce que la classe ouvrière est en mesure de faire ***à l'heure actuelle***. De profiter du 18 pour marquer le coup et montrer sa haine du gouvernement, ce n'est pas la même chose que de voir arrivée l'heure de la contre-offensive. Il faut bien reconnaître que rien de sérieux n'a été bloqué le 18 ni le 10. La manifestation parisienne du 18, même si elle était grosse, était marquée par la ***faiblesse*** des contingents d'ouvriers organisés par leur syndicat ; les travailleurs étaient dans la rue plutôt en petits groupes d'individus – ce n'est pas du tout la même chose même si RP se gargarise du nombre de jeunes radicalisés dans le « cortège de tête ».

Depuis la défaite des retraites, les travailleurs se sont encore appauvris et ils sont d'autant moins prêts à se lancer dans de nouveaux sacrifices qu'ils ne voient aucune chance de victoire. Les commentaires recueillis dans les manifestations, en dehors des cercles de l'extrême gauche, sont pratiquement unanimes que la situation est mauvaise ; les sondages prédisent une nouvelle progression de l'extrême droite en cas d'élections.

Il est clair que les directions syndicales ont au mieux pour intention de se lancer dans des tactiques qui ont prouvé leur faillite : les mélenchonistes et l'extrême gauche peuvent appeler ça « bloquons tout », il s'agit en réalité de journées d'action « carrées » ; en dépit des appels de RP et des NPA, aucun secteur ne s'est mis en reconductible. Pourquoi ? Parce que la classe ouvrière ne voit pas le blocage et la grève générale comme une perspective tangible. Ainsi, les appels à « tout bloquer » facilitent au gouvernement et à l'extrême droite les accusations maccarthystes que l'extrême gauche et même LFI ne sont qu'une bande ultra-minoritaire d'adeptes de la guérilla urbaine.

En 2023 la grève générale était sur toutes les lèvres, pas aujourd'hui parce qu'il y a le poids de la défaite non digérée des retraites. La gauche trotskyste devrait prendre cela au sérieux. Ce n'est pas un argument pour ne rien faire : il faut participer à la mobilisation du 2 octobre appelée par les bureaucrates, pour y porter un bilan de ces défaites et essayer de réorienter le mouvement. Pour cela, la première tâche de l'extrême gauche, c'est de redescendre sur terre et travailler à combler le gouffre béant

Suite page 15